

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 21 AVRIL 1978 - N° 683

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Les journalistes policiers

«Quand on crie, et on l'a entendu en France : CRS = SS, quand on clame que la démocratie ouest-allemande est une dictature fascisante (...), quand on écrit que l'Italie est un pays répressif et décadent, on ne le fait pas sans que cela ait des conséquences tragiques», écrit dans France-Soir de mercredi Benoît Rayski, pour qui les mots qui contestent la société bourgeoise sont «des mots qui tuent» comme les balles des «Brigades rouges». Max Clos, après avoir affirmé qu'il faut «rétablir l'ordre au plus vite, au besoin par les moyens les plus durs» s'inquiète : «Qui, aujourd'hui, est en mesure de rétablir l'ordre en Italie?». Peut-être songe-t-il à un quelconque Mussolini.

Cette mobilisation des plumitifs fait écho à la campagne qui, en Italie, vise à assimiler aux «Brigades Rouges», tous ceux qui rejettent l'ordre bourgeois, de même qu'en RFA, on entend identifier à la «fraction armée rouge» ceux qui s'opposent à l'État de Schmidt. Ils se font en cela les porte-parole de la bourgeoisie française qui, engagée à fond dans la mise sur pied de l'Europe des polices, de «l'espace judiciaire européen», souhaitent «marginaliser» les travailleurs, les militants, qui travaillent à la réalisation de l'autonomie révolutionnaire du mouvement des masses vis-à-vis des partis bourgeois.

Jusqu'à ce jour, et c'est encourageant, les efforts de ces journalistes policiers dans ce sens, n'ont guère eu de résultats en France.

Lire en page 9

DISCOURS DE BARRE A L'ASSEMBLEE

DECLARATION DE GUERRE

contre les travailleurs



Les travailleurs hospitaliers manifestent à Paris. Contre l'aggravation sans précédent de l'austérité, une seule voie : la lutte

Mercredi après-midi, Barre, dans un discours d'une heure, a présenté les orientations de son

troisième gouvernement. Elles restent dans le droit fil des précédents plans d'austérité.

Mais en pire : maintenant qu'aucune échéance électorale ne semble plus le menacer d'ici 1981, le gouvernement entend se livrer à une aggravation sans précédent de sa politique d'austérité. Pour les patrons, retour «irréversible» à la liberté des prix, moins d'impôts, plus de crédits, et le feu vert pour tous licenciements, pourvu que les profits augmentent. Pour les travailleurs, «la loi de l'effort» : chômage accru, blocage des salaires que le gouvernement compte verrouiller avec une politique contractuelle, hausse des prix «libérés».

Plus que jamais, il faut nous préparer à une riposte d'ampleur. C'est la seule voie.

Lire en page 3

UNE RESCAPEE

DES PRISONS SANGLANTE DE VIDELA

«AIDEZ-NOUS»

L'association des parents et des amis des Français disparus en Argentine et en Uruguay organisait une conférence de presse mercredi, à l'occasion du retour de Marie-Joseph Catteau, religieuse partie enquêter en Argentine.

La religieuse n'a rien pu savoir sur la disparition de ses deux consœurs, dont un journal suédois avait annoncé la mort.

Marie-Claude Mazza, argentine et détenue trois ans à la prison de Villa Devoto, cette prison que les tortionnaires argentins comptent

faire visiter aux journalistes étrangers, a rapporté le témoignage d'une infirmière française, qui y est toujours détenue : «Après mon arrestation, j'ai été torturée pendant trois heures à l'électricité et, le lendemain, brutalement frappée au niveau de l'appareil génital, à l'abdomen, sur le dos et sur les reins. Nous sommes plus de deux mille détenues pour une ou deux infirmières qui ne sont presque jamais là. La nourriture est très mauvaise, à base de bouillies, souvent immangeables, ou en état de décomposition. Intervenez pour améliorer notre sort !»

MINAMATA AU BRESIL



La pollution de la mer : au Japon, une victime du mercure.

Une très grave pollution s'étend actuellement sur les côtes brésiliennes : la cargaison d'un navire de la Lloyd Brasileiro, coulé en 1971 au large de l'Uruguay est en train de se répandre. Propylène, soude, éthyl-N-amine, et surtout 24 tonnes de composés de mercure. La vente des crustacés a été interdite sur la côte, et les premiers troubles chez les pêcheurs se font ressentir.

Il y a vingt ans, la Chisso, trust japonais, avait causé des centaines de morts chez les pêcheurs, et des malformations chez leurs enfants, en rejetant du mercure en mer.

(Voir en page 2 l'article de Catherine Cadou, traductrice de la pièce «Minamata and Co»)

Lire en page 7

ARCT Roanne : occupation totale

La grève reste totale dans les Ateliers Roannais de construction textile, où les ouvriers sont décidés à lutter jusqu'à ce qu'ils aient la garantie de leur emploi. La menace est directement liée au plan de restructuration de Rhône-Poulenc, qui, lui aussi, se traduit par des «dégraissages massifs».

Lire en page 5

Hôpitaux : vers la coordination de la lutte ?

La lutte est à l'ordre du jour dans les hôpitaux : mouvements à Romorantin, dans le Finistère, où les hospitaliers ont manifesté à Brest, à Orléans, Blois, Bourges, la Timone à Marseille, la Ciotat, Nice... Simone Veil, promotionnée ministre n° 3 fait la sourde oreille. Les syndicalistes de Caen ont envoyé une lettre dans les autres centres pour coordonner la lutte.

Lire en page 5

Congrès du PCE

«Un parti de lutte et de gouvernement», «un parti révolutionnaire et responsable», tout un programme que Carrillo a présenté mercredi à l'ouverture du IX^e congrès du PCE à Madrid, s'efforçant de donner les plus grands gages de sérieux. A suivre, les discussions sur l'abandon du léninisme...

Lire en page 10

Marée noire : l'hécatombe écologique

Des milliers de coquillages morts. Une pollution profonde et durable, pour sept ans au moins, dix ans peut-être. Telles sont les premières constatations faites par les étudiants et les enseignants de la faculté de biologie de Brest. Constat terrifiant, qui ne peut qu'aiguïser la colère des Bretons.

Lire en page 7

Une pièce de théâtre

MINAMATA AND CO

Les crimes de la pollution industrielle en accusation

Par Catherine CADOU*

«Ne leur pardonnez pas, car ils ont su ce qu'ils faisaient». Cette phrase qui figure sur le dos de la couverture de *Minamata and co*, version française d'une pièce de théâtre japonaise écrite par Takahashi Osamu, est sans doute l'avertissement premier que les victimes de Minamata veulent donner à ceux qui ne savent pas encore la réalité politique de toute «affaire» de pollution.

Les souffrances des malades de Minamata et de leurs familles ne doivent pas être vaines : c'est la raison pour laquelle il fallait traduire cette pièce. Elle sera montée cet automne au Théâtre de la Commune, à Aubervilliers dans une mise en scène de Roger Blin. Le texte français est disponible : tel qu'il est publié, c'est un véritable document, une référence pour toutes les affaires de pollution qui éclatent les unes après les autres, de plus en plus près.

Minamata c'est loin, c'est le passé, et puis on en a suffisamment parlé ! Vous croyez vraiment ?

Dès la troisième page, l'accusation (c'est d'ailleurs le titre de la pièce en japonais) tombe, précise et tellement universelle maintenant : «*Cette mer, à vrai dire, on avait commencé à l'assassiner... non seulement ils s'en moquent ceux qui la tuent, mais ils se gobergent du matin au soir... car c'est effectivement du poison, oui, oui du poison. Parfaitement, dans cette mer... La mer est morte !*».

Et la pièce se déroulera comme un implacable réquisitoire contre la Société coupable, contre le Pouvoir qui, comme le souligne l'auteur dans sa préface, «*raccourc à la rescousse de l'entreprise criminelle, afin de l'aider à se sortir de la mauvaise passe, au lieu de prendre le parti des populations victimes*». La pièce procède ainsi à un démontage des mécanismes mis en place pour tenter d'étouffer l'affaire : achat d'experts, corruption de syndicalistes, multiplication des organismes chargés de «défendre» les intérêts des victimes ; tout cela dans une perspective de division, car il ne faut absolument pas que l'«Affaire de Minamata» remette en cause «*l'avenir de l'Industrie installée sur le littoral*».

Théâtre de combat, l'ouvrage se présente sous forme de récit dialogué, au cours duquel les victimes *enfin* prennent la parole et nous entraînent dans leur univers de souffrance et d'humiliation qui se transformera au fil des luttes en un univers de détermination et de révolte.

LA CAUSE DU MAL TENUE SECRETE

Écrite en 1969, jouée un peu partout au Japon entre 1970 et 1972, cette pièce a contribué à la prise de conscience des habitants de Minamata d'abord et à l'information du reste de la population japonaise ensuite. C'est dans cette perspective même qu'elle s'inscrit naturellement dans un contexte français ou européen car aucun pays désormais ne peut dire : «*pollution, connais pas*». De la même manière que Montedison rime avec Boues rouges, Thann et Mulhouse avec Boues jaunes et Seveso avec dioxine, Minamata rime avec mercure. C'est en 1956 qu'on recense les premières victimes humaines. Trois ans plus tard, les recherches menées par le médecin de l'usine polluante aboutissent : c'est bien l'usine de Minamata de la firme

Chisso qui est responsable du Mal étrange.

Le mercure-métal utilisé par l'entreprise comme catalyseur est transformé au cours du processus de fabrication de l'acétaldéhyde en méthyl-mercure qui est rejeté à la mer avec les eaux résiduaires ; assimilé par les algues et les animaux marins, il remonte la chaîne alimentaire pour être ingéré par les pêcheurs, gros consommateurs de poissons : c'est ainsi qu'ils seront les premiers frappés. Dès 1959, la Chisso sait la vérité sur la cause du Mal, mais elle garde le secret et en profite pour marchander les indemnités à verser aux pêcheurs pour leur manque à gagner ; quant aux malades, elle ne veut pas en entendre parler, «*officiellement*», elle n'y est pour rien.

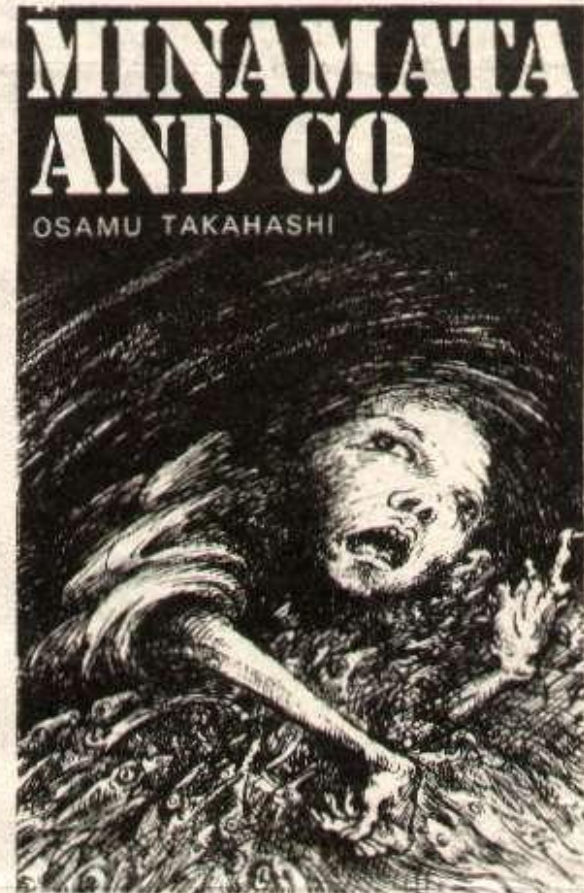
LE VERDICT

Les malades eux-mêmes ne savent pas très bien où ils en sont : au début on a pensé à la poliomyélite, puis on a cru à une épidémie, ils étaient traités comme des pestiférés. Et pourtant, les symptômes sont là : il s'agit bien d'un empoisonnement

par métaux lourds, le mercure en l'occurrence. Mais le drame de ces maladies étranges dues à la pollution, c'est précisément leur nouveauté, leur caractère «*inédit*» ; usés par le doute, la honte et par la misère, les victimes de Minamata auraient peut-être fini par être «*escamotées*», si en 1965, des malades présentant les mêmes symptômes ne s'étaient déclarés, à 1 000 kilomètres de là, à Niigata ; en 1970, on en trouve dans l'Ontario, à la frontière américano-canadienne et puis on parle maintenant de la Colombie, sans mentionner les taux alarmants de mercure relevés plus près de chez nous, dans le lac de Genève, ou en Méditerranée. En 1970, les malades de Minamata intentent un procès à la Chisso et trois ans plus tard, c'est le verdict : l'usine, coupable de «*négligence*» est condamnée à verser à chaque victime reconnue la somme de 350 000 francs assortie de mensualités allant de 800 à 1 600 francs selon la gravité du cas.

L'ACCUSATION DES RESPONSABLES

En 1978, le nombre des victimes officiellement reconnues s'élève à 1 190 sans compter les 234 morts recensés. 4 700 personnes attendent de passer devant la commission officielle, seule habilitée à décerner le titre (douteux) de Malade de Minamata. Mais la maladie n'est plus cantonnée à la seule ville de Minamata : on trouve des malades jusque sur le rivage opposé de la Mer de Shiranui. Si l'on sait que 100 000 personnes habitent ce littoral, on ne peut s'empêcher de penser que ça fait 100 000 victimes potentielles... D'autant plus qu'on ne sait que faire des 600 tonnes de mercure déposées au fond de la



Minamata and Co est en vente dans les librairies militantes et à la FNAC au prix conseillé de 15 francs ; on peut également le commander chez Catherine Cadou, 6 rue Bonaparte, 75 006 Paris (ajouter 1 franc pour le port)

mer : la Chisso a été condamnée à effectuer le dragage de la baie, mais les pêcheurs craignent que cette opération ne soit encore plus dangereuse que le début de sédimentation actuel : remuer les vases empoisonnés peut accroître leur dispersion. De leur côté, les malades ont décidé de mener jusqu'au bout leur mise en

accusation publique des responsables du drame : ils poursuivent en justice tous les ministres qui ont été en fonction entre 1959, date à laquelle la culpabilité de la Chisso était établie et 1968, date tardive à laquelle les pouvoirs publics ont interdit le fonctionnement de l'atelier fautif.

UNE AFFAIRE EXEMPLAIRE

La pièce retrace l'histoire de la lente prise de conscience des victimes de 1958 à 1969, quand elles envisagent d'intenter un procès à la Chisso. Takahashi Osamu l'a écrite après avoir séjourné plusieurs mois à Minamata et il est facile pour qui connaît la ville et ses habitants de reconnaître les «*modèles*» de ses personnages. C'est d'ailleurs le mérite de l'auteur que d'avoir voulu traquer la réalité, le vécu de ces pêcheurs ruinés par la priorité donnée sans discernement à l'industrie, de ces malades minés par un Mal dont on ne connaît même pas le nom, de ces hameaux dont la vie communautaire a été détruite par un système dont la loi du profit est la seule justification. C'est parce que la démarche de Takahashi était politique qu'il a pu dégager le caractère universel de cette affaire de pollution qui devient exemplaire.



Des malades de Minamata rendent visite à des pêcheurs du Havre. Les pêcheurs de la Baie de Seine se battent depuis plusieurs années contre les boues jaunes de Tann et Mulhouse. Cette usine rejette de l'acide sulfurique qui transforme le mercure que charrie la Seine en méthyl-mercure. C'est le méthyl-mercure qui a tué près de 200 personnes et intoxiqué des milliers à Minamata.

* Auteur de la version française de la pièce «*Kokuahitsu*» («*l'Accusation*») du japonais Osamu Takahashi, à partir d'une traduction de Jean Armand Campignon. La pièce française porte le titre *Minamata and Co*.

Discours de Barre à l'Assemblée

DÉCLARATION DE GUERRE AUX TRAVAILLEURS

Le discours de Barre, pour présenter la politique de son troisième gouvernement n'a guère surpris : aussi bien par son allure de discours professoral laborieux que par son contenu.

Et pourtant, un cran a été franchi : il est clair que le gouvernement se croyant affranchi pour plusieurs années d'échéances électorales qui le menaceraient, entend s'engager aussi à fond que possible dans une politique de restructuration de l'économie capitaliste, sans chercher, cette fois, à atténuer, masquer ou retarder un tant soit peu, les conséquences très lourdes pour les travailleurs.

«La concurrence intérieure et internationale doit être désormais la loi fondamentale de notre activité industrielle» a déclaré Barre. Le patronat a accueilli avec enthousiasme son discours.

En effet, cela veut dire d'abord que toutes les entreprises jugées non-rentables, et non concurrentielles devraient se reconverter, être absorbées ou fer-

mer leurs portes. Barre ne parle même plus de plein emploi ou de résorption du chômage. Il est évident que pour lui, au moins jusqu'en 1980, la restructuration en se poursuivant et en s'accroissant doit continuer à accroître la masse des chômeurs.

Cela veut dire ensuite que la liberté des prix (pour les patrons) va être progressivement rétablie et «de façon irréversible». L'Etat patron commencera à donner l'exemple : les tarifs publics (SNCF, RATP, EDF-GDF) vont faire des bonds très importants. On parle de 15 à 20 % si ce n'est plus.

Par contre, l'augmentation des salaires sera, elle, aussi peu libre que possible. Le SMIC sera faiblement augmenté, et en trois étapes, d'ici décembre. Pour le reste, Barre compte ensermer les négociations salariales dans le carcan d'une politique contractuelle et les morceler au maximum par branches et par secteurs. La grande mesure sociale de Barre (le minimum garanti de 3 000 F

pour une famille de trois enfants est prévu pour... le 1^{er} juillet 1979).

L'objectif de Barre est ambitieux. Au nom des vieux dogmes sur les bienfaits du capitalisme, c'est une offensive sans précédent contre les travailleurs qui est engagée. Les objectifs préélectorales de Barre sur la limitation de la hausse des prix et les mesures de camouflage du chômage sont abandonnés quasi-ouvertement. Il s'agit également de supprimer progressivement le rôle «modérateur» de l'Etat en matière économique, qui pouvait dans une certaine mesure retarder quelque temps, «harmoniser» et répartir les effets les plus insupportables de l'exploitation capitaliste.

Barre veut un développement sauvage de la logique du profit : tout est permis aux patrons (hausse des prix, blocage des salaires, licenciements massifs) pourvu qu'ils tiennent le coup dans la concurrence intérieure et internationale. L'Etat se charge de leur donner tou-

tes facilités (allègement des charges sociales, prêts préférentiels du FDES, limitation des impôts sur les sociétés, de taxation de l'épargne investie en actions). Mais l'Etat se charge en même temps d'imposer aux travailleurs la grande idée de Barre : «Il n'y a pour la France d'autre loi que l'effort».

Ainsi, d'ici 1980, le gouvernement va mener une politique d'austérité plus dure que jamais. Barre compte sur le désarroi politique consécutif à l'échec de la gauche comme si cet échec était celui des travailleurs. Il compte sur la collaboration avec les centrales syndicales pour appliquer la politique contractuelle.

Dans les prévisions du professeur Barre, il y a un seul facteur, dont il a préféré ne pas parler : c'est la réaction des travailleurs, leur capacité à organiser des mouvements d'ampleur et une riposte d'ensemble à ses plans. C'est la seule issue, la seule voie pour les travailleurs. C'est ce qu'il nous faut préparer.

Meeting de la fédération banlieue nord du PCRml

Samedi 14 avril, près de 120 personnes, ont assisté au meeting-débat organisé à St Denis, par la fédération Banlieue-Nord du PCRml.

A l'entrée, plusieurs stands : ceux des cellules du Parti dont celle de Nanterre (avec un montage diapos) et celle de Montreuil ; celui de Radio 93 avec des enregistrements de ses émissions passées. Une remarquable exposition photo sur Portsail et la marée noire. Ce premier rassemblement débuta par un montage de l'UCJR sur la marée noire très apprécié. Un camarade de Radio 93 devait ensuite relater l'expérience de cette possibilité d'expression du courant des luttes, sa volonté de s'imposer légalement ; Puis, un camarade de St Ouen fit le point sur la lutte des travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra et celui de l'Yser, invitant au meeting qu'ils organisent le 22 à St Denis. Un camarade de Nanterre, ex-secrétaire de cellule du PCF, expliquait ensuite l'absence totale de démocratie qui règne dans le parti de Marchais et comment il avait vécu le XXII^e Congrès et l'abandon de la référence à la dictature du Proletariat. Un camarade habitant la Cité des Francs Moisis fit ensuite le point sur la situation vécue par les masses populaires dans les cités HLM du 93 décrivant comment se préparait la lutte contre la bourgeoisie de droite et la gestion de gauche du PCF. Puis fut donné lecture d'un message fraternel envoyé par l'OLP à notre meeting. Ce message fut chaleureusement applaudi.

Un camarade de l'HR apporta son soutien au meeting en insistant sur le bilan positif de la campagne commune menée dans l'UOPDP et sa confiance dans l'évolution positive du processus d'unification des marxistes-léninistes.

La deuxième partie du meeting débuta par l'intervention prononcée par Yves Chevet, membre du Comité Central du PCRml. Yves Chevet insista sur la nécessité de poursuivre la construction de l'UOPDP et pour cela de coordonner les nombreux mouvements qui se démarquent des révisionnistes afin de préparer le plus efficacement possible le troisième tour des luttes. Pour cela il est également nécessaire de discuter avec les militants du PCF afin de tirer avec eux le bilan des élections devait-il souligner. C'est la condition pour avancer vers la société socialiste dont il a décrit les grands traits.

Un court débat suivit l'intervention : il porta en particulier sur le bilan des élections et sur les moyens à mettre en œuvre pour le redémarrage des luttes, afin de faire échec au plan Barre III.

Le meeting se termina par la projection du film *Pour demain*.

Ce rassemblement est satisfaisant au moment où le bilan des élections n'est pas encore largement tiré dans les masses. Il aura permis un premier débat, à poursuivre avec tout un ensemble de travailleurs qui s'interrogent sur la tactique à adopter au lendemain de l'échec de la gauche.

La France a-t-elle ou n'a-t-elle pas la bombe à neutrons ?

On reparle de la bombe à neutrons, ces jours-ci. La France aurait dernièrement procédé à un essai de cet engin dans le Pacifique. Divers journaux s'en font l'écho. Du côté du ministère de la Défense, on affirme n'avoir rien dit qui puisse accréditer ce bruit. Pourtant aucun démenti officiel n'a été publié jusqu'à présent...

Carter, quant à lui, a décidé de «différer la production d'armes à radiation renforcée. La décision finale concernant leur introduction sera prise plus tard et sera influencée par le degré de modération dont l'URSS fera preuve dans ses programmes d'armement ainsi que dans le déploiement de ses forces (...).»

La bombe à neutrons est un sujet de discussion des 7 ministres de la défense de l'OTAN au Danemark.

Mais quel est l'enjeu de cette nouvelle arme ?

A mi-chemin entre les armes classiques et nucléaires, elle est considérée comme une arme tactique. Pour cette raison, elle serait exclue des conversations SALT. On n'en discuterait donc pas dans les négociations entre le pacte

de Varsovie et les forces de l'OTAN. L'effet incendiaire et thermique de ce projectile n'est pas sa caractéristique principale, sa radio-activité est faible. Par contre elle dégage un flux de neutrons sous la forme de radiations intenses qui traversent toutes les protections pour aller détruire les tissus vivants.

«L'avantage» est évident. L'engin permet une destruction des hommes en préservant l'infrastructure. Tout à fait adapté à la défense, il constitue une parade idéale contre les blindés classiques. Son efficacité est 10 fois plus importante que celle de la bombe nucléaire actuelle à poids équivalent. Alors que les installations restent en place au delà de 200 mètres du lieu de l'explosion, les hommes sont anéantis jusqu'à 800 mètres. A 1 500 mètres, les troupes peuvent se préparer à intervenir en toute quiétude. Abaisant le seuil d'intervention du nucléaire, on voit quel changement la bombe à neutrons ferait intervenir dans l'équilibre militaire.

Marianne GIRARD

A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple est passé à 2 F, le mardi 8 avril sans prévenir ses lecteurs. C'est là une erreur de notre part. Nous vous devions auparavant, quelques explications. Les voici.

Vous savez que les journaux qui ne l'avaient pas fait récemment ont dû augmenter leurs tarifs à partir du 1^{er} avril. Nous ne l'avons pas fait à ce moment-là, mais il s'est avéré que nous ne pouvions pas différer cette augmentation.

Vous connaissez ce qu'il en est de celle du coût de la vie en un an. A titre d'exemple nos frais d'AFP se sont accrus de 13 % à la date du 1^{er} janvier 78. La publication du Quotidien du Peuple comme journal du soir à partir de septembre 77 avait entraîné une augmentation des frais que nous n'avions pas alors répercutée sur le tarif du Quotidien. Et l'accroissement récent des moyens rédactionnels, s'il permet une amélioration politique du journal, entraîne nécessairement une augmentation des frais (reportages, téléphone...). A cela s'ajoutent les frais généraux divers (dont l'impression).

Nous savons que cette augmentation du tarif du Quotidien vous demande un effort. Mais il est nécessaire, pour que le Quotidien du Peuple puisse poursuivre sa tâche, pour qu'il puisse, tout en pratiquant une stricte politique d'économie, continuer à se développer, à s'améliorer afin de répondre à vos aspirations.

Lisez Rebelles



• Dossier Marée-noire

- Qui sont les responsables ?
- Quelle est l'ampleur de cette catastrophe écologique ?
- Que font les comités anti-marée noire ?

Les envoyés spéciaux de *Rebelles*, rendent compte de ce que pensent les jeunes et les travailleurs de ce gâchis capitaliste, ce qu'ils envisagent de faire maintenant.

• KCP - RTL

Après l'assassinat de Lucien Melyon, *Rebelles*, poursuit la dénonciation des responsables. Dans ce numéro :

- Les jeunes jugent Koski
- Quand KCP est sur la sellette, RTL veut garder les mains blanches.

• Sciences

Quelle énergie ? Pour quoi faire ?

Au sommaire également :

- Les leçons des législatives
- Renforçons l'UOPDP
- Vitry : Faut-il des flics dans les quartiers ?
- CET des Ecluses : les acquis d'une lutte exemplaire
- Argentine : boycott du Mondial !
- Lutte des peuples : Un Mozambique nouveau se construit
- *Rebelles* a rencontré : Champion de ski et collégien
- Un poète de la Révolution : Maïakovski
- Lutte contre le chômage : Blois, la campagne électorale des jeunes chômeurs.

PASSEZ VOS COMMANDES :
57, RUE ORDENER
75 018 PARIS

«L'URSS EST L'ANTI-THÈSE DU SOCIALISME»

Jean Kehayan, secrétaire de cellule à Marseille, et Alex Panzani, rédacteur à la *Marseillaise* et auteur des *Dossiers noirs du racisme* et de *La prison clandestine d'Arc* se déclarent favorables aux articles écrits par Elleinstein dans *Le Monde*. Ils précisent cependant : «Une restriction : la prudence du premier article sur la nature «non socialiste» de l'URSS. Il parle d'anti modèle tout en désamorçant cette notion par une digression sur le fameux «anti soviétisme». Il faut être clair : peut-on encore considérer qu'il reste à l'URSS «certains caractères socialistes»? Je pense que la véritable révolution de mon parti sera ce virage historique qui, une bonne fois, appelle un chat un chat : l'URSS est l'anti thèse du socialisme». A propos de la direction, les deux membres du PCF précisent «il est grave que le parti hésite à ouvrir le débat dans l'organe central. Élément plus inquiétant : il donne la parole aux secrétaires fédéraux, donnant ainsi l'impression d'une reprise en main désagréable (...) J'ai l'impression d'être à Moscou pendant l'affaire Soljenitsyne. J'y étais. Tout Moscou en parlait, et dans la Pravda, il n'y avait pas une seule ligne de ce Soljenitsyne que personne n'avait lu (...) pour en savoir plus, tous les moscovites écoutaient la BBC. Toute proportion gardée, le débat qui se mène dans les organisations du parti reproduit ce schéma : le grand égal la BBC». A propos de la ligne nouvelle : «Si idéologiquement le bond en avant est conduit à son terme aussi intelligemment que le formulait Elleinstein, les communistes pourront intervenir librement sur les formidables fronts de lutte «nouveaux» : les femmes, le régionalisme, toutes les luttes que nous taxions de minoritaires. L'anti-intellectualisme, qui est revenu régulièrement dans l'application de la ligne du parti, aux profits d'une ligne populiste, va disparaître. Le dogmatisme était une position de repli. Elle sera sans doute condamnée. D'ores et déjà, la nature du débat dans le parti condamne le schéma soviétique traditionnel.»

«LE PCF SUR LA VOIE DU CAPITALISME BUREAUCRATIQUE D'ETAT»

Roger Garaudy, à propos du «capitalisme bureaucratique» d'Etat en URSS : «Sur ce point décisif, le PCF s'engage exactement sur la même voie, et c'est ce qui l'empêche de porter un jugement clair sur la nature du régime soviétique : il accumule contre l'Union soviétique de justes critiques montrant qu'il n'existe en URSS aucune démocratie, mais il continue à la considérer comme un pays «socialiste». En proposant d'étendre toujours plus les nationalisations, il accentue encore plus l'inquiétude. Car, pour que «nationaliser» ne signifie pas «étatiser» il faut une socialisation des décisions donnant à chaque travailleur sa part de responsabilité. «Les résultats de cette double démagogie (parti des pauvres et alliance avec les ITC NDLR) n'ont pas encore convaincu Marchais, imperméable à toute expérience comme inaccessible à toute autocritique, qu'il fallait enfin s'attacher à définir scientifiquement ce bloc historique nouveau de la classe ouvrière et des couches nouvelles d'ITC».

«LE DÉBAT ACTUEL N'EST PAS FAVORABLE A L'ÉMERGENCE DE CETTE PAROLE D'EN BAS»

Denis Duclos dans *Le Monde* : «S'il y a une voie nouvelle à trouver, il ne semble pas qu'elle existe au juste milieu d'une scène mythique entre le «droitier social démocrate» et le «gauchiste stalinien», mais hors de ce théâtre d'ombres, dans le libre jeu des contradictions sociales : ébranler toutes les exploitations, les hiérarchies, les corporatismes, les centralismes, les sexismes...» «Je me demande si le spectacle qu'on nous donne à arbitrer, entre les tribunes externes où des intellectuels communistes s'expriment, mais du même coup sont amenés au débat de tendances, et la discussion interne, par secrétaires fédéraux interposés, est favorable à l'émergence de cette parole «d'en bas». J'en vis moi même la contradiction».

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

PCF : les contradictions publiques continuent

L'URSS DE PLUS EN PLUS LA CIBLE DES CRITIQUES

● Au nombre des prises de position intéressantes au sein du PCF pour la seule journée de mercredi, on notera un article de Laurent Salini dans *L'Humanité*, qui prend violemment à parti le PS, une lettre d'un sociologue, membre du PCF, adressée au *Monde*, et surtout l'interview dans *Libération* de Jean Kehayan, secrétaire de cellule et rédacteur en chef de *La vie mutualiste* et Alex Panzani, journaliste à la *Marseillaise*, le journal local du PCF à Marseille. Signalons enfin la prise de position de Garaudy encore dans *Le Monde*, qui porte directement sur le débat actuel même si elle ne se situe pas, et pour cause, au sein de ce parti.

Ce texte est motivé par trois raisons, affirme Viveret animateur de *Faire* lui-même : la première c'est qu'«on a besoin d'une analyse lucide des raisons de la défaite de la gauche qui ne peut se résumer à la responsabilité de nos partenaires. C'est vrai précise-t-il, que le PCF porte une lourde responsabilité, cependant il faut expliquer pourquoi l'attitude du PS n'a pas compensé l'attitude du PCF. Le PS s'est contenté d'être un ventre mou, de proclamer sa bonne foi, mais s'est montré incapable de diriger politiquement l'Union. Quand on n'est pas capable d'assurer un rôle de direc-

tion politique, on n'est pas non plus capable de diriger le pays». En second lieu, toujours selon l'animateur de la revue *Faire* : «On ne peut se contenter de dire : on reprend la même politique avec quelques variantes». Enfin, Viveret réclame «le plus de démocratie possible» afin de permettre à tous les insatisfaits — et ils semblent nombreux au PS — de se faire entendre et de remettre en cause la direction.

Les auteurs du texte semblent vouloir occuper «un créneau» qui se situe hors de la perspective du CERES — alignement sur le PCF — et de celle de

Mitterrand qui fait surtout retomber la responsabilité de l'échec sur le PCF.

Les contradictions semblent assez vives dans le PS. Naturellement pas plus ce courant que Mitterrand n'envisage de couper complètement les ponts avec le PCF.

REPRENDRE LES THEMES DE LA CFDT

Ce qui semble toutefois le distinguer, c'est la volonté d'affirmer encore plus nettement l'identité propre du PS et de se lier le minimum avec le PCF. Ainsi ce courant reprend un certain nombre de thèmes chers à la CFDT sur «les fronts dits secondaires sur la lutte antihierarchique» etc. Bien sûr, dans la situation actuelle du PS où de nombreux militants réfléchissent aux causes de l'échec et se disent que le Programme commun n'était pas une perspective très enthousiasmante, les thèses développées par ce texte en cinq pages peuvent avoir un certain écho. Y

compris du côté de dirigeants du CERES qui prendraient un peu leurs distances avec Chevènement. Cependant, on ne peut croire les porte-parole de cette tendance quand elle se présente comme une alternative à la ligne passée du PS. La meilleure preuve n'est elle pas que Rocard qui a toujours à la bouche les «changer la vie» et autre «nouvelle croissance» était de tous les politiciens de gauche celui qui était le plus opposé à la fixation du SMIC à 2 400 francs. Et à l'époque, les artisans de la contestation actuelle dans le PS n'ont pas cru utile de protester.

Aujourd'hui cette tendance semble vouloir prendre sérieusement ses distances avec Mitterrand, Viveret déclare : «C'est à Mitterrand de se situer par rapport au mouvement de fond qui est en train de se produire dans le PS. S'il le prend en compte tant mieux, sinon tant pis pour lui». Au PS, comme au PCF c'est l'heure des réajustements de compte.

Débats internes au PS

«C'est à Mitterrand de se situer»

● On assiste en ce moment dans le PS à une floraison de textes tirant chacun à leur manière le bilan des élections.

L'un d'entre eux plus particulièrement fait du bruit. Il émane notamment de l'entourage de Rocard, plus particulièrement semble-t-il d'un animateur de la revue *Faire*. Comme on pouvait s'y

attendre, le texte n'est pas avare en «mots». Les «thèmes nouveaux» et les expressions du type «changer la vie» y fleurissent. Ce qu'il semble surtout vouloir changer c'est le candidat du PS aux présidentielles ! Bien que prétendant dépasser les tendances les auteurs du texte chercheraient à en susciter une troisième qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Quatre prises de positions, et quatre points de vue divergents, Salini, porte parole de la direction, s'efforce d'accompagner le mouvement contre le PS. Il le fait avec les arguments classiques, le passé du parti social démocrate. Et il va loin et semble faire une grande découverte puisqu'il remonte... à 1920 ! Le partage des tâches est d'ailleurs bien curieux à *L'Humanité* : la veille, François Hincker s'évertuait à démontrer qu'il faudrait continuer, d'une manière ou d'une autre, l'alliance avec le PS. Le passé du parti social démocrate n'était pratiquement pas évoqué. Salini fait le contraire : il parle du passé sans évoquer l'Union.

Les propos de Denis Duclos, sociologue, et de Garaudy, présentent quant à eux, un intérêt moindre. Le premier entend refuser tout «positionnement» au sein de son parti, tout en attaquant ouvertement l'«étatisme» latent dans les propositions politiques du PCF.

Garaudy, lui, profite du débat actuel pour réenfourcher ses thèmes favoris : un modèle de crois-



sance différent, la réflexion sur l'apparition d'un «bloc historique» nouveau qui modifierait les contours de la classe ouvrière, et la création de «nouveaux rapports de démocratie au sein du parti».

Autrement plus importante est l'interview donnée à *Libération* par les deux membres du PCF de Marseille. Favorables aux thèses d'Elleinstein, ils poussent plus loin la critique de l'URSS et celle de l'attitude de la direction dans le débat. Quant à

l'avenir du parti révisionniste, ils le voient en demi-teinte : d'un côté une confiance clairement affirmée dans les capacités de transformations du PCF, mais d'un autre côté des inquiétudes quant à la «bonne volonté» de la direction actuelle.

Par delà ces articles de contestations du PCF, ce qui apparaît de plus en plus nettement, c'est la nécessité pour le PCF de tenter suite à son recul aux élections à la fois dans la classe ouvrière et dans les

couches moyennes de masquer son projet de capitalisme d'état, d'en gommer les aspects les plus criants, dans une période où les échéances électorales ne sont pas immédiates. Car, si comme l'a dit un des premiers membres du PCF à avoir écrit au *Monde* : «le PCF n'a pas été entendu par les masses», c'est que les masses aspirent à une société qui est l'opposé du projet même du PCF.

Nicolas DUVALLOIS

ARCT (Roanne)

CONTRE LES MENACES SUR L'EMPLOI, OCCUPATION TOTALE !

Les 1 100 travailleurs des A.R.C.T. (Ateliers Roannais de Constructions Textiles) de Roanne, continuent la lutte illimitée avec occupation de leurs locaux de travail, qu'ils ont commencée dans l'après midi de mardi, avec leurs sections syndicales CGT et CFDT.

Le mouvement, dont un délégué syndical CFDT nous disait mercredi qu'il durerait jusqu'à satisfaction totale des revendications a démarré, suite à l'annonce par la direction de l'entreprise en début de semaine, de la perte d'un marché très important avec le trust Rhône Poulenc, portant sur l'achat de «métiers fausse tension».

La direction de Rhône Poulenc, comme on le sait restructure actuellement. Dans son plan, qui prévoit des milliers de licenciements, et donc des fermetures, Rhône Poulenc parallèlement est en train de faire des investissements qui sont bien entendu loin de compenser le «dégraissage».

600 ouvriers déjà depuis l'année 1974 (à cette époque ils étaient 1780).

De plus, la Sotexa, unité du groupe actuellement fermée, ne risque pas dans ces conditions de réouvrir, si tant est que le marché avec Rhône Poulenc, l'eût permis !

Mais de plus, on sait que les ARCT, par le biais

d'une société financière (voir bref historique en lencart) créée en 1974, ne regroupant pas simplement la maison mère de Roanne avec ses trois usines actuellement en grève, mais aussi un certain nombre de filiales : c'est le cas de l'ACBF à Valence (Drôme), de la Sotexa à Aubenas, de la SMC à Charlieu et de Lebocey à Troyes, toutes étant des sociétés industrielles. A elles, il faut ajouter les sociétés à participation où le groupe a des parts comme Verdol à Lyon : il faut enfin citer un certain nombre de sociétés commerciales chargées de la protection et de la vente à l'étranger comme ASA Europe, ARCT INC (USA)... Il est à craindre

pour l'emploi dans ces filiales, par ricochet.

La direction des ARCT a laissé entendre qu'il pourrait y avoir une solution de remplacement au marché de Rhône Poulenc. Laquelle ? Elle est muette là-dessus. Les travailleurs des ARCT à juste titre ont refusé de se contenter de ces promesses vagues !

Car le seul «marché» dont on a connaissance serait la commande de machines de texturation cette fois-ci pour le nylon... par Rhône Poulenc Textile. Rien n'est donc moins sûr ! Ce que veulent les travailleurs c'est l'assurance de leur emploi. A la direction de trouver la solution !

Les ARCT

Au début c'est une petite entreprise locale. Son développement technique et commercial s'étend d'abord sur le plan national et devient après guerre considérable sur le plan international.

Pour développer sa suprématie technique et commerciale, donc financière, ARCT, sur le plan national, neutralise des sociétés concurrentes soit en les absorbant, soit en prenant des participations financières.

En 1925 le chiffre d'affaires est de 32,5 millions d'anciens francs, en 1971 de 48 milliards.

Par la suite l'expansion de l'entreprise devenue un monopole de la machine textile française permet aux tenants du capital familial de faire appel à des capitaux extérieurs fournis par les banques.

En 1974 les propriétaires de l'entreprise décident de séparer la finance de l'industrie, c'est la création de la société financière ASA.

ARCT, maison mère, depuis un demi-siècle devient une société de production avec des dettes vis-à-vis de ladite société financière.

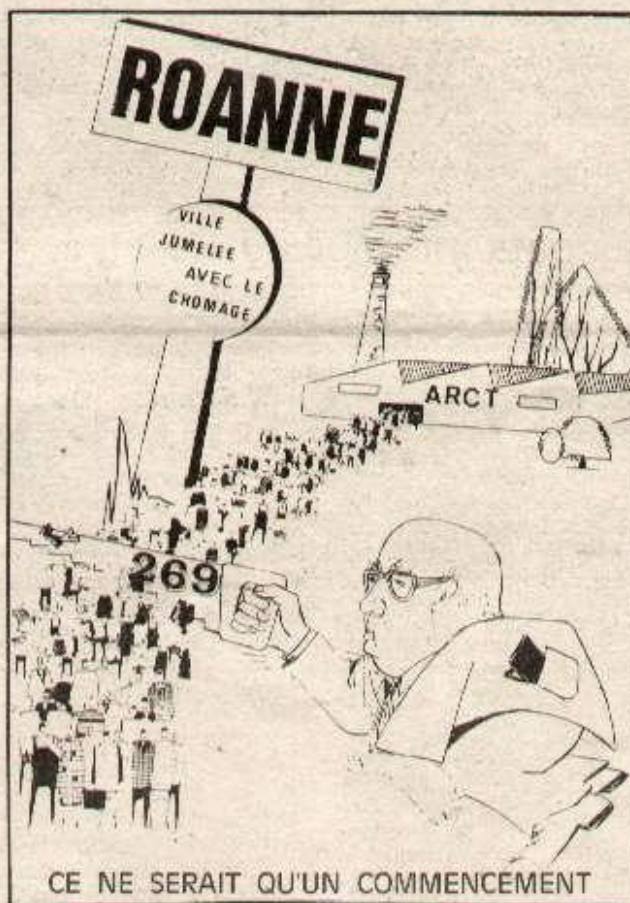
1975-1976 sont les périodes où la direction financière poursuit son but de restructuration.

Le plan de restructuration, adopté en décembre dernier, prévoyait deux étapes en ce qui concerne les investissements. La première étape porte sur l'achat de machines de texturation de fils polyester d'un montant de 31 millions de francs. Rhône Poulenc depuis six mois avait contacté outre les ARCT, les deux autres constructeurs européens de ces machines, la société allemande Barmag et la société anglaise Scragg, et c'est finalement cette dernière entreprise qui a été choisie, son matériel étant jugé plus compétitif techniquement.

La commande de Rhône Poulenc est très importante puisqu'elle aurait représenté pour l'année 1979, 70 % du chiffre d'affaire des Ateliers Roannais.

Les conséquences pour 1979 et même sûrement pour la fin de l'année 78 sont graves pour les travailleurs des ARCT : c'est l'emploi de la presque totalité d'entre eux — ils sont actuellement 1 100 — qui risquerait d'être supprimé, après le licenciement, de

ARCT : En 1976, déjà des menaces de licenciements.



GCL (Nancy)

Renforçons le courant révolutionnaire dans les syndicats

A la GCL, entreprise de construction métallique de 390 salariés, à Nancy, suite à la diffusion d'un tract du PCR m-l entre les 2 tours des législatives, appelant à l'abstention, une action unilatérale fut engagée à l'encontre du délégué syndical et du secrétaire de la SSE CFDT ; quelques syndiqués, autour de certains, par ailleurs sous l'influence du PCF, demandaient au syndicat de supprimer le mandat du délégué syndical détenu par un syndicaliste révolutionnaire et d'exclure les 2 camarades. Le permanent des Métaux CFDT de Nancy suspendit les mandats et adhésions des 2 camarades, prétextant qu'il n'était pas compatible d'être à la CFDT et de soutenir des «positions contraires à celles de la CFDT», et prétextant également, sur la base de calomnies, que leur présence dans le syndicat n'était qu'une couverture pour faire du travail politique révolutionnaire. La procédure utilisée était telle qu'à aucun moment ils n'ont été entendus, n'ont pu se défendre avant la réunion du conseil départemental du syndicat Métaux du 7 avril. Et là, le constat qui fut fait, soutenu même par les travailleurs de la boîte qui avaient mis en cause les 2 camarades, est que, malgré les grandes difficultés (expérience syndicale antérieure ayant échoué, répression d'un patron de choc Boileau, également PDG de L'Est Républicain

(cf Q d P du 18/02/78)... ils étaient les seuls à faire un travail syndical à la GCL, impulsant la construction d'une section syndicale de classe et de masse. Grâce à cette attitude de syndicalistes révolutionnaires, les tentatives pour les exclure sont mises en échec par la majorité du Conseil, mais aboutissent au retrait du mandat de délégué syndical.

C'est inadmissible ! La lutte pour retrouver ce mandat se poursuit. A l'occasion de cette affaire, un courant s'exprime dans les structures départementales CFDT, s'inquiétant de voir s'ouvrir une chasse aux sorcières, alors que la situation sociale et politique exige absolument que se renforce dans les syndicats le courant de ceux qui se tiennent sur des fermes positions de classe. Au delà de ce fait, ces 2 camarades lancent un appel pour que les travailleurs révolutionnaires renforcent les syndicats CGT et CFDT pour faire échec aux lignes réformiste et révisionniste, pour faire des syndicats l'arme de classe et de masse dont les travailleurs ont besoin pour engager le plus tôt possible le 3^e tour des luttes, de façon clairement anti-capitaliste et en toute autonomie face aux partis de gauche, contre cette droite qui relève la tête et rompre avec la voie de l'attentisme et du découragement que nous avons supportés trop longtemps.

Communiqué

Pour fêter la victoire obtenue par le retour de Saïd Smihi, un meeting-fête est organisé à la Bourse du travail de Gennevilliers, 17 rue Castel, le vendredi 21 avril à 20 heures.

LA FEDERATION CFDT DE LA SANTE PROPOSE DEUX SEMAINES D'ACTION

La lutte dans les hôpitaux est engagée depuis déjà deux mois dans certains endroits tel que Romorantin. Aujourd'hui, les hôpitaux de l'Ouest, du Finistère sont tous dans l'action ; le 11 ils étaient 1 500 hospitaliers dans les rues de Brest, depuis ils débrayent deux fois par jour et manifestent dans la rue chaque semaine. Le Morbihan est également mobilisé ; la région bretonne prévoit une journée d'action sous quinzaine.

Ailleurs, la mobilisation est forte : dans le Centre, autour d'Orléans, Blois et Bourges depuis le 11 ; plus

au Sud, Angoulême et l'hôpital psychiatrique de Bordeaux, le CRHU de Toulouse et ses quatre établissements ; à Marseille, l'hôpital de la Timone (voir QdP du 20 avril) ; toujours sur la Côte d'Azur, la Ciotat et Nice ; enfin le centre hospitalier ultra-moderne de plus de 4 000 travailleurs, de Caen a engagé des actions. Les formes de lutte ne sont pas partout les mêmes : certains pratiquent la grève administrative, d'autres celle des codifications qui revient à ne pas faire payer les malades.

Le développement constant du mouvement depuis

deux mois et l'échec relatif de la manifestation du 11 à Paris ont souligné la nécessité de la coordination des luttes.

La CFDT a réuni lundi des délégués syndicaux et mardi son bureau fédéral. Deux semaines d'action sont projetées : l'une à partir du 24 avril et l'autre après le premier mai qui devrait être particulièrement marquée par une forte participation des hospitaliers. Du 8 au 12 mai, la CFDT serait favorable à un durcissement pour autant que la base se sera élargie. Cette pression, les centrales syndicales disent vou-

loir la mettre à profit contre le ministère, mais Simone Veil fait la sourde oreille. Elle a fait recevoir une délégation lors de la manifestation parisienne du 11 par un obscur directeur de cabinet et au bout d'une heure, les seuls interlocuteurs proposés étaient... les flics ! Mais la bonne volonté des directions syndicales dont témoigne la fédération CFDT de la Santé ne suffit pas. La question est aujourd'hui de savoir si «des opérations de harcèlement» peuvent aboutir, en laissant les travailleurs localement se «débrouiller» en réservant pour plus tard la

possibilité de proposer des modes d'action généraux. La CFDT semble regretter que le mouvement ne se soit pas généralisé assez vite et que certains établissements s'essouffent alors que d'autres partent tout juste.

La question qui se pose est celle de la coordination des luttes ; et des hôpitaux s'y emploient, Caen a écrit une lettre aux autres centres, c'est un exemple. Cela pourrait permettre à des travailleurs qui ont mené de longues luttes sans avoir rien obtenu comme à Lyon, de reprendre l'offensive.

LUTTES OUVRIERES

Renault Sandouville
contre les cadences

**POUR LES SALAIRES,
LES DÉBRAYAGES
SE MULTIPLIENT**

Depuis quelques semaines, les débrayages se multiplient à l'usine Renault de Sandouville, pour des revendications diverses : les salaires, contre les cadences, contre la répression syndicale, contre les conditions de travail.

Les mouvements tournants ont commencé début avril à l'atelier de tôlerie pour l'obtention de vêtements que la direction refusait pour «économie» sans doute. Cette action étendue à d'autres ateliers, ayant abouti, de nouveaux débrayages ont eu lieu pour le paiement des heures de grève, la direction n'acceptant d'en payer que la moitié.

Il y a quelques jours, c'est dans l'atelier mécanique que des débrayages ont eu lieu spontanément pour un relèvement des coefficients des OS, suivis d'autres mouvements à la sellerie, aux carrousels, suivis eux-mêmes par un débrayage aux presses, la direction voulant faire effectuer un travail supplémentaire aux travailleurs de cet atelier. Cadences accélérées pour certains, tâches supplémentaires à effectuer par d'autres, le

point commun à tous ces faits, c'est une augmentation de la productivité à laquelle on assiste et contre laquelle les travailleurs de l'usine se dressent !

A cette augmentation de la productivité, la direction prend depuis quelque temps des mesures qui vont de pair : mesures «d'économie» se concrétisant par exemple, par le refus de payer le pont de l'ascension, la diminution de certaines primes. Enfin, pour couronner le tout, pour tenter d'obliger les travailleurs à accepter l'augmentation de la charge de travail c'est la chasse aux malades : les contrôles parallèles se multiplient auprès des travailleurs en arrêt maladie.

Pour tenter d'empêcher l'extension du mouvement à d'autres ateliers, la direction frappe les grévistes, pour dissuader leurs camarades : ainsi trois délégués syndicaux CGT viennent d'être mis à pied, accusés d'avoir «bousculé un gardien». Cette attaque n'est pas de taille à arrêter le «ras le bol» dans les ateliers, au contraire : les débrayages continuent.

Saviem Blainville

**LA DIRECTION VEUT
LANCER LE CHÔMAGE
A LA CARTE**

Ce n'est pas d'aujourd'hui que gouvernement et patronat rêvent d'instituer ce qu'ils appellent pudiquement le «travail à la carte» autrement dit d'«offrir» la possibilité aux travailleurs de prendre plus de vacances au cours de l'année, au nom bien sûr de la «qualité de la vie». Le seul problème est que ces «vacances» forcées ne seraient pas payées, et elles auraient bien entendu pour fonction d'éviter les licenciements et les luttes en résultant et d'instituer un chômage partiel qui ne dirait pas son nom.

Ce plan contenu dans les «dossiers secrets» de Gicard, que nous avons

récentement publiés, la direction de la SAVIEM, à Blainville sur Orne, dans le Calvados, tente actuellement de le faire passer dans la vie.

En effet, elle vient de proposer aux travailleurs, le «marché» suivant : le paiement de 118 jours de chômage total (au maximum) pour l'année dont le financement serait assuré par les ASSEDIC et complété par la maison.

Les conditions de cette «offre» : avoir une activité liée à la production, et être volontaire !

Cette proposition n'est autre que «l'aménagement annuel du temps de travail» à la façon Beullac !

**Réparation navale
(Dunkerque) :
occupation totale
menace d'intervention
policière ?**

La réunion avec la direction de lundi n'ayant rien donné ce sont maintenant les quatre chantiers navals qui sont totalement occupés. Rappelons les origines du conflit : le refus des travailleurs de Flandres industrie de 115 licenciements, l'exigence des travailleurs des chantiers Beliard, Ziegler et Electronor, du paiement des «heures creuses». La lutte vient même de se durcir : les piquets de grève ont été renforcés aux entrées des chantiers, des portes ont même été soudées. Les travailleurs sont vigilants, car une intervention policière n'est pas à exclure.

Face aux attaques fascistes

**MOBILISONS-NOUS CONTRE
LES MESURES RACISTES
DE STOLERU**

●Trois ans de lutte déjà pour les résidents des foyers Sonacotra : une lutte qui aujourd'hui regroupe des travailleurs de près de 100 foyers.

Trois années où les grévistes ont dû, à maintes reprises affronter la répression, les pressions et intimidations de toutes sortes, les attentats jusqu'aux 16 expulsions de 1976 contre lesquelles ils se sont mobilisés victorieusement.

Trois années que dure cette lutte et où les résidents ont dû faire face également à un danger d'une autre nature : les multiples tentatives du PCF de récupérer leur mouvement, de le détourner de ses véritables objectifs, un mouvement d'autant plus dangereux pour lui qu'il est autonome et pris en main par les résidents eux-mêmes. Tentatives vaines jusqu'ici grâce à la vigilance des grévistes.

**(Appel des comités des résidents
des foyers en lutte)**

Aujourd'hui, il n'y a pas une seule voix pour s'élever contre les crimes racistes dont sont victimes les travailleurs immigrés ; et pourtant, ils sont toujours la cible des violences racistes de toutes sortes. Les fouilles dans le métro, brimades, insultes, les expulsions, les attentats, etc. Ces actes ne sont pas dus à des individus isolés, mais s'inscrivent dans une campagne raciste orchestrée par le pouvoir et le patronat qui veulent faire croire aux travailleurs français que les immigrés sont les responsables de la crise et du chômage.

Stoleru, avec ses mesures racistes, oblige au départ les travailleurs immigrés avec le fameux million, tout en renonçant à leurs droits sociaux. Le CNPF réclame le renvoi d'un million de travailleurs immigrés d'ici 1985 ; alors que les travailleurs immigrés, comme les travailleurs français, ont rempli les poches du patronat et du pouvoir, avec leur sueur et leur sang. Stoleru, célèbre par ses mesures racistes, le 5 novembre 1977, a envoyé une lettre au ministre de l'Intérieur, attaquant le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, élu démocratiquement par l'ensemble des résidents sur une plate-forme revendicative : 1) La reconnaissance du statut de locataire. 2) Baisse de 100 F et blocage des loyers. 3) La reconnaissance du statut de locataire. 4) Le renvoi des gérants racistes et provocateurs.

Stoleru accuse encore le comité de coordination d'instaurer un climat de violence et d'insécurité dans les foyers. Or, en réalité, le pouvoir et la Sonacotra sont les véritables responsables :
— A Lyon, un travailleur Marocain, résident dans un foyer, est assassiné par le gérant et sa bande de nervis. A Reims, deux

travailleurs Algériens sont morts par suite de l'incendie du foyer.

Dans la Seine Saint-Denis, 13 foyers sont en grève (11 de la Sonacotra, 1 de la rue de l'Yser, 1 de l'AFRP). Les faits sont parlants :

— Au foyer Sonacotra Romain Rolland, plusieurs attentats, dont celui fait par le veilleur de nuit, qui a tiré à coups de révolver et de carabine dans le bar du foyer, et les provocations d'un commando fasciste contre les résidents et leurs délégués.

— A Bagnolet, un travailleur Marocain, pendu dans la cave, et des alertes à la bombe.
— A Villemonble, 40 balles tirées sur les fenêtres des résidents.

Partout dans les foyers où logent les travailleurs immigrés, des alertes à la bombe, des attentats.

— A Sainte Geneviève des Bois, un commando organisé par la Sonacotra et ses gérants, attaque les délégués à la sortie de leur travail.

— A Argenteuil, deux résidents matraqués par ces mêmes commandos, fait qu'un résident a eu des fractures et a subi un mois d'hôpital.

— A Pierrefite, malgré un bâtiment vide, le gérant refuse de donner leur chambre aux résidents revenant de leur pays d'origine.

— A Saint-Denis, c'est la location à la tête du client, laissant 104 chambres inoccupées.

— A Garges les Gonesse, c'est les menaces de saisie arrêt sur salaire pour le refus de payer les impôts locaux, alors qu'on ne leur reconnaît pas le statut de locataire.

Nous appelons tous les travailleurs français et immigrés et tous les démocrates à redoubler de vigilance, à soutenir les justes revendications et la lutte des résidents des foyers en grève.

mais particulièrement suivies de la part du PCF ou de ses hommes au sein de la direction confédérale cégétiste : celle-ci, malgré ses échecs répétés, n'organise t-elle pas encore, dans la semaine du 14 au 28 avril, une soi-disant «semaine d'action» des résidents, afin paraît-il, de «coordonner» leur lutte ?

La lutte malgré tout cela, continue : aussi Stoleru il y a quelque temps, décidait de mener une enquête sur le comité de coordination, en vue de l'interdire, pendant que parallèlement les attentats se multiplient contre les grévistes. Face à ces dangers tout particulièrement, les comités de résidents des foyers en grève organisent ce samedi un meeting populaire. Nous publions ci-dessous, leur appel :

**Dans ce cadre,
NOUS APPELONS
A UN MEETING
POPULAIRE
le samedi 22 avril 1978
à 14 heures
CITE LA COURVILLE
A SAINT-DENIS
(Autobus : 153 b)
à la porte de Paris
à Saint-Denis
250 B Porte de la Chapelle
150 Porte de la Villette.
Il faut descendre
à la station
«Cité floral».**

FRANÇAIS - IMMIGRES
UNE SEULE CLASSE
OUVRIÈRE !

VIVE LA JUSTE LUTTE
DES 24 NATIONALITÉS
DES RÉSIDENTS !

VIVE LE COMITÉ
DE COORDINATION !

SONACOTRA CEDERA,
LES RÉSIDENTS
VAINCRONT !

A BAS LES MESURES
RACISTES DE STOLERU !

Les comités de résidents
des foyers en grève

**Girling (Bouzonville) :
800 travailleurs en grève
pour les 200 F**

C'est depuis lundi après midi que les 858 travailleurs, dont 60 % de femmes, de l'entreprise Girling, de Bouzonville en Moselle, sont en grève illimitée.

Girling, spécialisé dans la fabrication de freins automobiles (19 000 freins produits chaque jour et acheminés vers l'Allemagne, l'Italie et la Suède) est une filiale du groupe anglais Lucas.

Les travailleurs et travailleuses exigent la satisfaction des revendications suivantes :

- la cinquième semaine de congés payés
- 200 F de plus par mois et pour tous
- une prime de vacances de 1 600 F
- la titularisation de plusieurs catégories de personnel.

Cela faisait plusieurs semaines que les travailleurs de l'entreprise avaient demandé une augmentation de leur salaire et une amélioration de leurs conditions de travail, mais chaque fois la direction était restée sourde à ces demandes.

**Borel (gare du nord) :
54 jours de grève**

54 jours de grève totale déjà pour les cinquante employés du Wimpy et du self service de la gare du Nord, à Paris. Rappelons qu'ils exigent 200 F d'augmentation pour tous, deux jours de repos hebdomadaires consécutifs, 15 % du service pour les serveurs Wimpy, ainsi que divers aménagements concernant les repas et les transports...

La direction qui n'a jamais voulu négocier jusqu'ici a tenté à maintes reprises d'organiser des votes à bulletins secrets pour faire reprendre, toujours sans succès. Les employés déterminés à vaincre, occupent leurs locaux de travail, de jour comme de nuit.

Marée noire de L'Amoco Cadiz

LE BILAN DES ÉTUDIANTS EN BIOLOGIE DE BREST

● Un mois après l'accident de l'Amoco Cadiz, l'heure est aux premiers bilans. Pendant les vacances les étudiants de la faculté de Brest et certains professeurs refusent de tourner la page. Ils se sont

Sur la seule plage de Saint Eflame, ils ont pu constater la mort de 10 millions d'oursins de sable, de 7 millions de couteaux, de cinq millions de coques.

L'ensemble de la masse d'eau est toxique sur des fonds de quarante mètres, la mortalité est très forte, puisque le poisson a déserté les baies de Lannion et de Morlaix. Sur plus de deux cents km de côtes les algues sont recouvertes d'un mince fil de mazout (un milieu qui fournit plus de carbone qu'une forêt de hêtres et de chênes bien entretenus). Le milieu ne se dépolluera que 7 ans après la marée noire, et les produits de la mer restent impropres à la consommation pendant 10 ans. En baie de Lannion et de Roscoff, les étudiants et les professeurs de biologie ont constaté que les berniques et les patelles (mollusques) meurent entre 20 et 50 %. Tout le peuplement rocheux est touché : les bigorneaux dont il existe sept ou huit espèces meurent entre 60 et 99 %. Une crevette sur dix a le goût de pétrole, et les crabes pris à Plouguerneau ont le goût de mazout jusque dans leurs pinces. Ils sont donc impropres à la consommation. Les plies et les soles ne semblent pas touchées en baie de Morlaix, mais comme on sait le pétrole pénètre dans la chair des poissons et ne peut être détecté parfois ni par le goût ni par l'odeur.

LES REMÈDES PIRES QUE LE MAL

Parfois en fin de journée les bateaux de la Marine nationale pressés de rentrer au port déversent le reste de leur cargaison de détergent un peu au hasard, comme ils l'ont fait en baie de Morlaix par moins de 15 mètres de fond... De même que le talc déversé sur les nappes provoque leur immersion et pénètre ainsi dans les fonds de 40 mètres, on peut déceler du pétrole jusqu'à trois mètres sous la mer, détruisant toute vie... C'est ainsi que l'on détruit toute la chaîne biologique. Autre solution apportée par le plan Polmar, le stockage dans des fosses creusées à même les plages ou les dunes. Sur la plage de Santec une fosse creusée sous les ordres d'un officier a, peu après, été recouverte par la marée noire montante, le pétrole est donc reparti en mer... A Préanpec, ce sont

mobilisés et profitent des congés pour faire des relevés biologiques et commencer ainsi, un premier bilan de la mortalité survenue sur la flore et la faune marine.



les sablières qui servent de dépotoir. Partout les bulldozers massacrent les dunes. A Saint Pallud on fait ramasser le pétrole à la main aux étudiants bénévoles, les pelles manquaient...

INDEMNISATIONS DE TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA MER

Les étudiants de Brest ont élaboré une plate-forme revendicative comportant les points suivants : — Indemnisation de tous les travailleurs de la mer : paysans-goémoniers, marins-pêcheurs et goémoniers, (jusqu'à maintenant les sinistrés secourus ont reçu en tout et pour tout deux fois 1 240 F d'indemnisation alors qu'ils sont immobilisés depuis 1 mois) — Paiement des volontaires et des paysans réquisitionnés, recrutement de chômeurs volontaires au salaire mensuel de 2 400 F travaillant quatre heures par jour. Cette revendication appuyée également par le comité de chômeurs et l'UL CFDT de St Brieuc peut aboutir rapidement, puisque les vacances terminées, on assiste au départ des volontaires scolaires. Le besoin de main d'œuvre se fait donc pressant, dans ce sens les mairies ont la possibilité d'embaucher des chômeurs sur un budget «sinistrés», comme elles le font en cas d'incendies, où

elles paient des volontaires à 14,50 F de l'heure. Les étudiants réclament également : l'arrêt du déchargement dans les fosses ainsi que l'arrêt de l'utilisation de détergents.

— L'inculpation immédiate des responsables : d'Ornano, Becam et les autres.

— La publication du plan Orsec-Rad (catastrophe nucléaire) pour savoir s'il est aussi efficace que le plan Polmar. Les étudiants ont dénoncé les opérations démagogiques qui organisent la mendicité et la mentalité d'assisté, comme celle organisée par *Ouest-France*, où on retrouve des gens comme Marcellin. S'associant en partie aux propositions des étudiants, les professeurs de la faculté de Brest, ont décidé de collaborer à la rédaction d'un «livre» sur la marée noire, comprenant le bilan des dégâts et celui des erreurs commises dans la lutte contre la pollution. Ils ont également l'intention de convoquer un Congrès scientifique international sur la pollution marine qui devrait se tenir à Brest à l'automne prochain. Les étudiants de Brest ont décidé de briser le silence qui se referme sur la Bretagne, ils appellent à la tenue de journées anti-marée noire dans toutes les facs afin de faire connaître la vérité et empêcher qu'on oublie trop vite la catastrophe.

Corres. de Brest

Remous dans les casinos (Nice)

«Faites vos jeux !»

Remous dans les casinos de Nice : le Palais de la Méditerranée vient de fermer ses portes, le Ruhl est l'objet d'un scandale financier. Jacques Médecin, le maire de Nice va certainement attraper des cheveux blancs. Lui qui voulait faire de sa ville «la Mecque des jeux», il devra temporiser pour réaliser ses ambitions et trouver d'autres solutions pour attirer le «gratin doré».

Au Ruhl, l'enquête de la brigade des jeux continue son travail, sur les traces d'un réseau de détournement de fonds. Pour l'instant neuf croupiers ont été inculpés d'abus de confiance et d'escroquerie, ainsi que deux complices extérieurs dont un restaurateur. Les fonds détournés sont estimés à 15 millions de francs, mais il semble que cette somme pourrait être plus forte, et les inculpations plus nombreuses. Ces détournements ne devaient certainement pas être inconnus de certains membres de la direction : en effet, l'embauche des croupiers est extrêmement sélective, et ceux-ci sont soumis à des contrôles rigoureux. Or ils sortent tous de l'école qu'a ouverte... Fratoni, PDG du casino et qui par ailleurs contrôle le Palais de la Méditerranée, lui aussi en

proie à des «difficultés financières».

Au Palais de la Méditerranée, tout n'est pas clair non plus. Le propriétaire des murs, est la société du Palais Venitien, ou Fratoni est majoritaire ! Or celle-ci met dehors la société du Palais de la Méditerranée, toujours entre les mains de Fratoni, pour loyer impayé ! Les arriérés se monteraient à 2 millions de francs. Fratoni expulseur et expulsé !

Mais cette petite farce semble cacher, en fait, un règlement de comptes. Par le chantage au bail, par ailleurs d'un apport non négligeable, Fratoni pourrait se débarrasser du groupe adverse, celui de l'ancienne PDG Renée Leroux, en bloquant les négociations du syndicat. L'enjeu est de taille puisqu'il permettrait à Fratoni d'avoir sous sa coupe tous les lieux de jeux de Nice, où l'on jongle avec des fortunes. En attendant Médecin devra reporter son admiration de Fratoni sur d'autres attirails à bijoux. Quant à l'occupation des locaux entreprise par les employés du casino pour préserver leur reclassement dans l'établissement, il paraît douteux qu'il reçoive les faveurs de Médecin.

DES MILLIERS DE PÊCHEURS TOUCHÉS

Du mercure sur les côtes brésiliennes

La pollution des côtes brésiliennes dont nous parlions dans notre édition du 15 avril se révèle d'une gravité exceptionnelle. Des milliers de poissons morts sont remontés à la surface, sur le littoral de Rio Grande Do Sul. Des animaux domestiques sont gravement atteints par les émanations d'un gaz à odeur d'ammoniac, et des troubles respiratoires ont été remarqués chez les pêcheurs eux-mêmes. Les autorités de cette province du Brésil ont d'ailleurs interdit depuis le début de la semaine la vente des crustacés. Des milliers de pêcheurs sont réduits à la misère.

Un chantier de construction à Chui, près de la frontière a même été fermé. Car si le gaz sorti de la mer a une odeur d'ammoniac, une menace bien plus grave pèse : le mercure, dont la transformation en méthyl-mercure provoque l'effroyable «maladie de Minamata».

Il semble en effet que tous ces troubles aient une même origine : en 1971, un cargo de la filiale brésilienne de la Lloyd's, le Taquari, faisait naufrage

en Uruguay, à 50 km de la frontière brésilienne. Il transportait dans ses soutes 24 tonnes de composés du mercure, du propylène, de la soude, de l'éthyl-N-amine. C'est à ces derniers produits, dont les contenants ont du être corrodés par la mer qu'on peut attribuer l'odeur remarquée sur les côtes. Mais le mercure ne s'est-il pas lui aussi échappé ?

La Lloyd Brasileiro affirme avoir récupéré les contenants mais n'est pas en mesure d'en faire la preuve !

Déjà qualifiée au Brésil de «plus grande catastrophe écologique du pays», cette pollution rappelle, au moment où en Bretagne on ne fait que commencer à constater les conséquences de la marée noire, que les fonds marins recèlent des quantités de navires coulés transportant des produits dangereux — en Adriatique, un cargo repose avec son chargement de plomb tétraéthyle, l'un des poisons les plus violents de l'industrie chimique — et de déchets, volontairement rejetés, ceux-là.

SOTTEVILLE-LES-ROUEN SUR PRESSIONS DE LA MUNICIPALITÉ la «semaine Palestine» annulée

Dans notre édition du 19 avril, nous annoncions une «Semaine Palestine», qui devait se tenir du 17 au 23 avril. Nous recevons ce jour une lettre de la MJC Maison pour tous où devait avoir lieu cette manifestation organisée avec l'Association Médicale Franco-Palestinienne, faisant état de pressions répétées de la part de la municipalité et de graves menaces d'autres origines pour empêcher cette manifestation. Les responsables de la MJC, pour éviter tout incident, ont décidé d'annuler la «Semaine Palestine», il n'y aura donc pas d'activité cette semaine à la Maison pour tous.

URSS :

le combat pour un syndicalisme

A L'HEURE DU CONGRÈS DE LA FSM DANS

● Dans l'article 18 des principes de la législation du travail de l'URSS, on lit « la rupture du contrat de travail sur l'initiative de l'administration de l'entreprise est interdite sans accord du comité syndical de l'entreprise (local) exception faite des cas prévus par la législation de l'URSS. La rupture du contrat de travail en violation des exigences de la première partie du présent article est illégale et le travailleur licencié doit être réintégré à son emploi. Cette législation, c'est un point fort de la propagande révisionniste : en URSS, le droit au travail est assuré, les licenciements arbitraires des pays capitalistes y sont impossibles puisqu'ils ne peuvent se faire qu'avec l'accord des syndicats (qui défendent les droits et les intérêts des travailleurs). Garantie de poids, certes... mais quelle garantie !

Les témoignages sur leur licenciement de cinq des quarante trois membres fondateurs du syndicat libre des travailleurs en URSS indiquent qu'il n'y a aucune réalité se cache derrière ces « assurances ». Les cas où la législation soviétique prévoit des licenciements sont notamment la liquidation de l'entreprise ou la réduction de personnel pour des

« impératifs économiques », l'inaptitude pour qualification insuffisante ou pour état de santé, l'absentéisme (article 17). En apportant leur caution à de tels cas, les syndicats soviétiques soutiennent en fait, à fond l'arbitraire du régime. Mais, pour les travailleurs qui témoignent ici et qui ont tous été licenciés par l'administration, donc avec le plein accord du syndicat, il ne s'agit même pas des cas prévus par la législation.

C'est pour avoir refusé d'envoyer les mineurs de son équipe travailler sur des chantiers où les mesures de sécurité étaient insuffisantes, c'est pour avoir dénoncé dans une lettre la trop grande fréquence d'accidents du travail souvent mortels que Vladimir Klebanov était licencié en 1968. (Voir QDP du 18 avril). En mars 1977, dans son discours au XVI^e congrès des syndicats de l'URSS, Brejnev parlait de « l'importance primordiale du souci permanent d'améliorer les conditions de travail, de réduire au minimum le travail manuel difficile et peu qualifié, d'assurer des conditions excluant les maladies professionnelles et les accidents de travail ». A ce moment là, Klebanov n'avait toujours pas pu retrouver de travail mais en plus il était

réinterné pour la seconde fois dans un hôpital psychiatrique !

Dans ce même discours, Brejnev insistait sur le rôle des syndicats pour le « renforcement de la discipline au travail » : « Aussi est-il naturel que les ouvriers d'avant-garde, les doyens du travail, des collectivités entières exigent que l'on soit plus sévère et intransigeant à l'égard de ceux qui manquent à la dignité professionnelle, qui enfreignent la discipline et dilapident les biens populaires. Il est de votre devoir personnel, camarades, du devoir de tous les syndicats, de soutenir ces travailleurs honnêtes ! »

Or, c'est pour avoir dénoncé des dilapidateurs, que Varvara Kucherenko, Fyodor Dvoretzky, Anna Fufayeva, Valentina Izvekova, étaient licenciés (avec accord du syndicat). Seulement les dilapidateurs dénoncés, c'étaient la direction de l'entreprise, le comité syndical... dans ces cas-là le « devoir », le « soutien du syndicat » c'est le licenciement sans discussion.

On camoufle le licenciement sous couvert d'absentéisme, d'incapacité médicale, pour faire bonne mesure avec la loi. Et si le travailleur

reintégré n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

cusation n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

sion n'avait rien de vrai, d'autant plus que je n'avais pas refusé de travailler, mais ne voulais seulement pas travailler pour rien ! J'allais au Service de réception du bureau du Procureur de l'URSS. Le procureur A.S. Budersky a refusé de me fixer un rendez-vous et me fit emmener de force par la police, qui m'a menacé pour me forcer à promettre par écrit que je quitterais Moscou, alors que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

PRAGUE OCCUPÉE 4

libre

proteste, se défend, c'est l'emprisonnement voire l'internement en hôpital psychiatrique. Le « travailleur honnête » loué par Brejnev devient « irresponsable », « socialement dangereux » par les soins des psychiatres du KGB !

Voilà la réalité du rôle des syndicats prôné par Brejnev « dans le développement de la démocratie socialiste... c'est-à-dire une démocratie qui garantit avant tout la justice sociale et l'égalité sociale ». Cette « démocratie » façon Brejnev c'est la dictature sur la classe ouvrière de la nouvelle bourgeoisie des dirigeants des entreprises et des syndicats, et du parti et pour les ouvriers qui n'acceptent pas c'est les licenciements, les procès, la prison, l'hôpital psychiatrique. Ce n'est plus les droits des ouvriers que les syndicats soviétiques défendent, ceux-ci sont devenus les instruments dociles et actifs de la bourgeoisie au pouvoir.

Joëlle FECLAZ

Les témoignages des membres fondateurs du Syndicat libre de travailleurs d'URSS publiés ci-dessous figurent dans les documents rendus publics le 1^{er} février 1978 et traduits par les cahiers du Samizdat et Amnesty International.

Italie :

DE L'ETAT CORROMPU AUX «BRIGADES ROUGES»...

Paris : les journalistes policiers en action

● Dans les messages qu'ils ont diffusés depuis l'enlèvement d'Aldo Moro, ou dans les interventions que certains d'entre eux, aujourd'hui prisonniers, ont faites à leur procès de Turin, les « Brigades rouges » ont dénoncé notamment ce qu'ils nomment « la pourriture », de l'Etat italien, sa profonde corruption. Ce faisant, ils évoquent une réalité que personne en Italie ne songe à nier. Une des raisons des contradictions qui se sont manifestées au sein de la démocratie chrétienne sur l'attitude à adopter face à d'éventuelles tractations avec les « Brigades rouges » est justement la crainte de voir celles-ci réussir à imposer à Aldo Moro, pour les publier ensuite des révélations sur les « dossiers secrets » de la gestion de l'Etat italien. Car la bourgeoisie italienne est aujourd'hui en effet, une des bourgeoisies les plus corrompues qui soient.

La détention du pouvoir depuis 30 ans par la démocratie chrétienne a permis à ce parti de disposer de l'appareil d'Etat au point de le manipuler à sa guise de la façon la plus grossière.

LA CORRUPTION AU POUVOIR

Le « clientélisme » est devenu une méthode officielle de gouvernement, les « pots-de-vin », un principe. Dans un pays qui compte aujourd'hui deux millions de chômeurs, et au moins deux millions de « marginaux », voués à divers travaux temporaires, avec parmi eux des centaines de milliers de diplômés sans-travail, l'affiliation à la « clientèle » de tel ou tel notable (qu'il soit haut fonctionnaire, maire, député, président d'un des nombreux offices d'aide (!) que les lois ont créés, ou homme de la Mafia ayant pignon sur rue, sous les traits de l'entrepreneur ou du propriétaire) est fréquemment devenue une condition nécessaire pour avoir un travail, ou simplement en espérer un. Ce système a d'ailleurs été largement développé depuis les années cinquante, s'étendant bientôt, y compris à l'embauche dans certaines grandes usines du nord de l'Italie.

LES «BRIGADES» A LA RESCOUSSE DU «COMPROMIS HISTORIQUE»

Alors que tous les grands partis bourgeois, et particulièrement les deux plus grands, la DC et le PCI font corps pour défendre l'Etat capitaliste, que les dirigeants des organisations syndicales se font les chantres de la défense de l'autorité et de l'ordre, les « Brigades rouges » se veulent une « alternative ». En réalité, ils s'opposent à la progression de la conscience révolutionnaire lorsqu'ils tentent de faire identifier leurs pratiques terroristes avec le rejet de l'Etat corrompu et du « compromis historique ». Alors que de nombreuses initiatives de masse, telles le rassemblement de Bologne « contre la répression », à la fin de l'an dernier, auquel ont participé notamment des milliers de syndicalistes, de militants des comités d'usines, ont montré la volonté grandissante dans les masses de conquérir l'autonomie politique face aux partis bourgeois, les « brigades rouges » apportent un aliment de poids à ceux qui, tels le PCI, entendent signifier qu'entre le « compromis historique » des partis bourgeois, et les attentats individuels, il n'y a rien.

On conçoit dans ces conditions, que les appels répétés du PCI à la « défense de l'Etat » résonnent d'une drôle de façon dans la tête des millions d'Italiens — travailleurs ou chômeurs, victimes quotidiennes d'un Etat où les plus hauts responsables, jusqu'à la présidence de la République ont, de notoriété publique, trempé chacun dans un bon nombre de scandales (cf le président Leone et l'affaire du marché de la firme aéronautique Lockheed). Face à cette situation, le processus suivi par les « Brigades rouges » est aussi étranger aux masses populaires italiennes que l'Etat que ces « Brigades » prétendent combattre. Pour les membres des « Brigades rouges », les masses n'ont aucun rôle à jouer dans l'histoire, on

disposent de l'irremplaçable relais des partis, de gauche comme de droite, et des structures syndicales. Même des positions très prudentes comme celles de l'écrivain Leonardo Sciascia sont jugées en haut lieu, « dangereuses ». Pour avoir écrit : « La violence est la mauvaise herbe qui a poussé entre les ruines du pays, et ces ruines, ce sont les démocraties chrétiennes qui les ont faites. La mauvaise herbe de la violence sert maintenant au pouvoir afin de masquer ses ruines. Mais, il est évident que l'on résoud le problème des mauvaises herbes en éliminant les ruines, et non pas inversement ».

Sciascia, qui condamne pourtant ainsi toute violence, y compris le recours par les masses à la violence révolutionnaire. Sciascia, qui a longtemps collaboré avec le PCI, vient d'être désavoué par le PCI pour avoir condamné les « Brigades rouges » sans reprendre à son compte le mot d'ordre : « Défense de l'Etat ».

Il y a ainsi des traits communs importants avec la campagne menée en RFA, lors de l'affaire Schleyer, et qui a vu pour la première fois mis en cause des intellectuels, y compris... sociaux-démocrates qui, tels Heinrich Böll, (l'auteur de « L'honneur perdu de Katharina Blum ») refusaient de renoncer à toute contestation, sous prétexte des nécessités de la « lutte contre le terrorisme ». A cette occasion, des leaders politiques comme Franz Jose-

LES BOURGEOISIES EUROPEENNES VEULENT EN TIRER PROFIT

Aujourd'hui, les bourgeoisies européennes ont bien l'intention de tirer profit de la situation en Italie, pour tenter de « criminaliser » cette façon toute action politique révolutionnaire, en identifiant à des « terroristes » tous ceux, militants, ouvriers combattifs qui refusent aussi bien la gestion de « gauches », réformistes ou révisionnistes, que la gestion de droite, de la société. Les commentateurs, les éditeurs de la presse française, du mercredi 19 avril, sont à cet égard significatifs. Notamment France-Soir, où l'éditorial de Benoît Rayski intitulé : « Des mots qui tuent », considère par exemple que des mots d'ordre comme « CRS = SS », scandés dans des manifestations, sont à proscrire, car ils seraient une caution à d'éventuels attentats, et une menace pour l'Etat !

Jean-Paul GAY

● France Soir : Si vous contestez, vous êtes déjà des terroristes !

« Ces derniers jours, un débat s'était engagé en Italie sur cette question, plaçant le Parti communiste italien en posture d'accusé : le PCI, n'avait-il pas, pendant des années, avec ses attaques outrancières contre la Démocratie chrétienne et contre le terrorisme intellectuel, l'éclosion d'un terrorisme où les balles prenaient la place des mots ? »

Les communistes italiens, au demeurant farouchement opposés aujourd'hui aux Brigades Rouges, ont eu l'honnêteté de faire leur mes culpa et de reconnaître maintenant qu'ils avaient eu quelques torts dans cette affaire.

Comment, en effet, ne pas se rendre compte aujourd'hui que les mots, certains mots, ne sont pas plus innocents que les balles, et cela non seulement en Italie ? (...)

Car il est bien vrai qu'on ne peut manier impunément les mots. Ils ont toujours un sens, et de quel droit s'étonnerait-on ensuite, avec un hypocrite « Nous n'avons pas voulu cela », de ce que certains, et surtout les plus jeunes, les prennent à la lettre et y trouvent une justification pour leurs crimes ?

Quand on crie, et on l'a entendu en France : CRS = SS, quand on clame que la démocratie ouest-allemande est une dictature fascisante, quand on affirme qu'il faut répliquer par les armes à la violence des Etats, quand on écrit que l'Italie est un pays répressif et décadent, on ne le fait pas impunément et sans que cela ait des conséquences tragiques.

C'est à cela aussi qu'il faudrait réfléchir. Et telle est sans doute, à l'heure de la disparition d'Aldo Moro, une des grandes leçons de la tragédie italienne.

Benoît RAYSKI

Maria Ivanovna Dvoretzskaya

(employée à l'usine Dzhetsu, à Alma-Ata)

« Je lance un appel à l'opinion publique internationale pour qu'elle m'aide, moi pauvre femme presque illettrée, à obtenir la libération de Fyodor Pavlovich Dvoretzky, mon mari et père de nos trois enfants, qui a été enfermé à l'Hôpital Psychiatrique Spécial N° 2 du MVD (Ministère de l'Intérieur) le 6 mai 1977.

Il a été interné parce que, avec des collègues alors qu'il travaillait comme conducteur de compresseur dans une laiterie, puis plus tard dans une fabrique de chaussures, il a signé des dénonciations à l'Association de Protection des Biens Publics au sujet

Varvara Ivanovna Kucherenko

« J'ai travaillé comme surveillante dans une conserverie à Makhachkala dans la République Autonome du Daghestan.

La direction et le comité syndical de l'usine voulaient me congédier parce que je les avais dénoncés pour vol de marchandises. Dans l'espoir que je démissionnerais volontairement, ils m'ont changée de poste avec un salaire inférieur,

alors que légalement un directeur d'entreprise ne peut rétrograder un travailleur sans son accord.

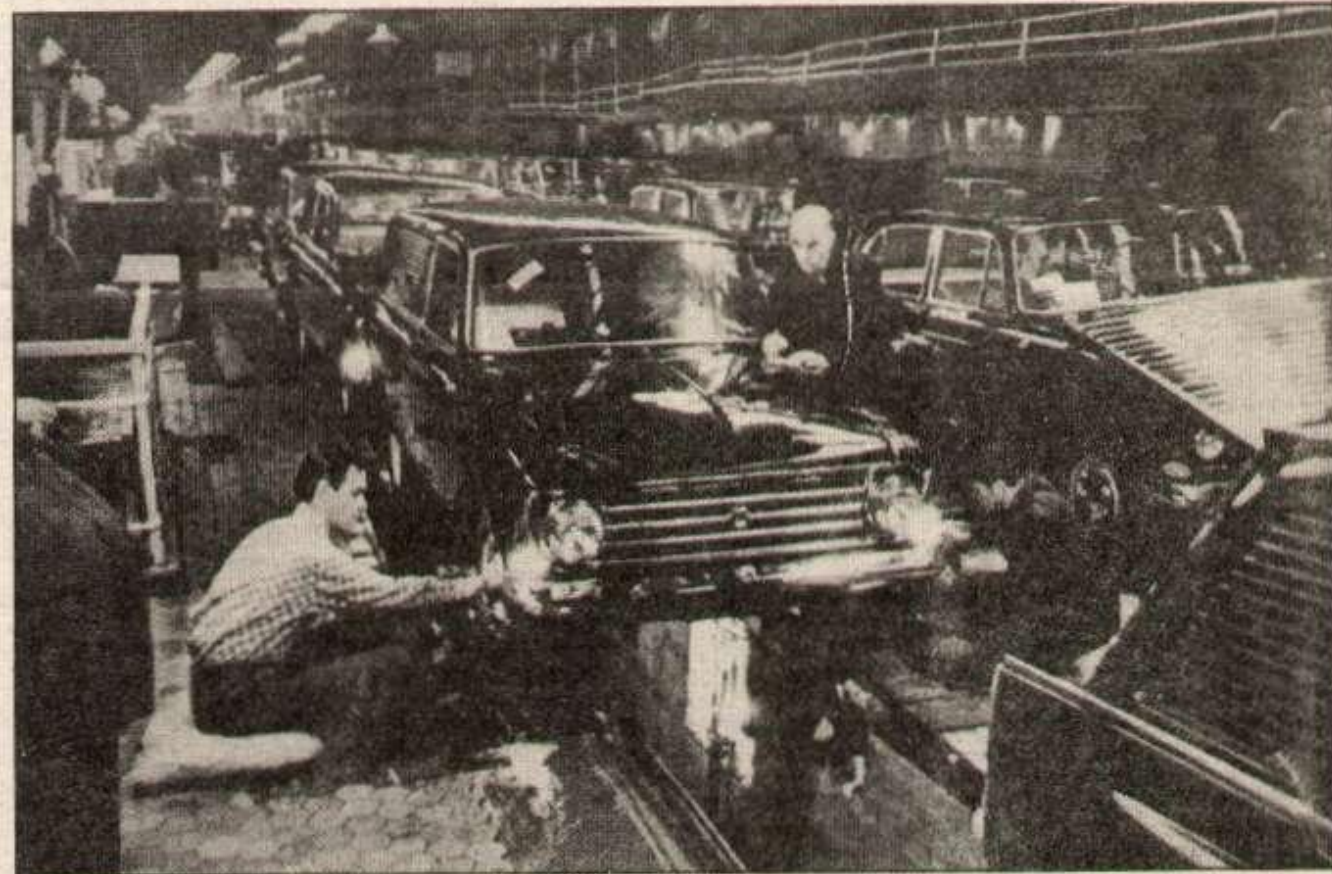
J'ai fait appel au bureau du Procureur de l'URSS et aux tribunaux du Daghestan, mais on n'y a pas traité ma réclamation comme il fallait. Voyant que je ne trouvais d'aide nulle part, la direction m'a congédié, sous prétexte d'absentéisme. Cette ac-

Chkorbatov Yakov Alexandrovitch

« Invalide de la guerre patriotique, père d'un fils. Ne peut pas trouver de travail dans sa spécialité.

Il vit avec son fils sur 60 roubles par mois, alors que le minimum vital chez nous est d'au moins 50 roubles par personne. Ils vivent dans un petit wagon, habité jadis par des détenus, mais ils avaient alors l'eau, le chauffage et l'électricité. Aujourd'hui, il n'y a plus rien de tout cela, car Yakov Chkorbatov est un homme honnête et consciencieux.

Yakov Chkorbatov a été renversé sur le chemin du travail par une automobile. Il a passé deux mois à l'hôpital. Pendant tout ce temps on ne lui a rien versé du tout — il n'a pas été établi de constat de l'accident. Le Procureur du district Dinski de la ville de Krasnodar a cessé de s'occuper de l'affaire. Car les auteurs de l'accident étaient des agents de la Milice du MVD de Krasnodar, en état d'ivresse : N.A. Emelianov, chauffeur et son compagnon de beuveries, l'adjutant M.T. Atchkov.



Une ouvrière a été licenciée pour avoir publiquement critiqué la direction sur les salaires fantaisistes pour un travail fait dans des conditions dangereuses.

29 décembre 1976,

Erythrée :

Moscou jauge les réactions internationales pour se lancer dans une agression plus massive

Le 20 avril doit se tenir à Karthoum, au Soudan, une réunion des deux fronts de libération érythréens, FPLE et FLE, pour préciser les modalités d'application de l'accord d'unité réalisé le 16 mars dernier. Cette réunion qui se déroule après des discussions au sein des instances dirigeantes respectives des deux Fronts, doit notamment mettre au point la constitution d'une direction unifiée de six membres.

Ce processus est conçu par les patriotes érythréens comme un moyen de faire face d'une manière plus efficace à l'offensive soviéto-cubaine imminente, et de mener à bien la libération totale du pays.

Après les très graves bombardements opérés fin mars et début avril, par l'aviation soviétique, contre les positions des maquisards qui assiègent la capitale occupée de leur pays, les agressions ont connu un inégal développement. Il semble qu'à l'heure actuelle, Moscou jauge les réactions internationales au développement de son engagement, qu'il s'agisse de la position adoptée par le gouverne-

ment des États-Unis, aussi bien que de l'opinion internationale, avant de se lancer dans une offensive minutieusement préparée avec la junte éthiopienne et pour laquelle, on le sait, des moyens considérables ont été acheminés, par un gigantesque pont aérien entre l'URSS et l'Éthiopie. Cette tactique des agresseurs souligne l'importance du soutien international au peuple érythréen, qui doit être largement développé.

Parallèlement à la préparation de l'offensive militaire, les Soviétiques préparent la mise en place à Addis-Abeba d'une équipe dirigeante plus étroitement liée à Moscou. Mengistu, formé par les conseillers américains et sionistes, sous le règne d'Hailé Sé-

lassié, avait au début de son pouvoir oscillé entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme. Ceux qui se prépareraient à lui succéder, ont reçu une formation idéologique et politique en URSS, et pourraient être jugés comme plus sûrs par le Kremlin. Ils constitueraient alors à un moment estimé opportun, une équipe de «rechange». Ceci va de pair avec la mise en place par l'URSS et Cuba d'un comité chargé de «réorganiser» l'État éthiopien.

Ainsi, tout en combattant le droit à l'autodétermination et l'indépendance du peuple érythréen, l'URSS bafoue également et sans retenue, la souveraineté du peuple éthiopien.

ABDELKRIM BEN BELLA EN SURSIS POUR TROIS MOIS:

Le cousin de l'ancien responsable du FLN, menacé d'expulsion lorsque la police s'est aperçue, de ses liens de parenté avec Ben Bella, restera en France au moins trois mois. Il vient en effet de se marier avec une Française, et la mobi-

lisation faite autour de son cas a permis qu'il obtienne un permis de séjour de trois mois.

● Une nouvelle conseillère vient de faire son apparition dans l'entourage de Carter. Il s'agit de l'ancienne directrice du magazine «Rolling Stone», journal réputé contestataire.

Le Congrès du PCE est ouvert depuis mercredi

Le ton du Congrès du PCE, ouvert mercredi à Madrid a été donné par un long discours de Carrillo. La journée de jeudi était consacrée à sa discussion, tandis que vendredi, les quelques 1700 délégués devaient débattre de plusieurs thèses, notamment de l'abandon du léninisme. Enfin, dans la journée de samedi, est élu le nouveau comité central.

Après avoir défini le PCE comme un parti «de lutte et de gouvernement», Santiago Carrillo a exhorté les militants à la «patience». Rappelant que le pacte d'austérité de la Moncloa, signé par son parti, avait été accepté par les travailleurs «avec un grand sens des responsabilités», il a fait des avances ouvertes au PSOE. Le leader du PCE a bien été obligé de reconnaître l'existence de mouvements divers exprimés durant la préparation du Congrès. Carrillo n'a pas manqué d'attaquer les marxistes-léninistes espagnols accusés d'être des «groupuscules qui n'ont rien à voir avec Marx ou Engels».

«Amnistie» au Chili

Pinochet vient d'annoncer, comme prévu, une amnistie générale au Chili, et dans le même temps, l'autorisation pour tous les réfugiés de rentrer dans leur pays.

Si elle n'évoquait pas tant de sang et de pleurs, cette nouvelle ne serait que grotesque : il n'y a quasiment plus de prisonniers politiques au Chili, puisque la plupart d'entre eux ont «disparu», sans que leurs familles ne parviennent à avoir la moindre nouvelle. Sans compter que l'amnistie est réservée aux détenus qui acceptent la constitution, c'est-à-dire la légitimité du coup d'État fasciste. De même, seuls les réfugiés acceptant «de ne plus faire de politique» peuvent rentrer. Nos camarades chiliens réfugiés en Europe devront encore choisir la clandestinité pour rentrer dans leur pays.

VERS L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

EN ESPAGNE

Le gouvernement espagnol va présenter au Parlement un projet de loi remplaçant la peine de mort par quarante ans de réclusion criminelle. Il serait étonnant que la chambre refuse d'entériner cette proposition, qui, si elle était adoptée laisserait la France, la Belgique et la Grèce seules à conserver la peine capitale en Europe.

PERPETUITE POUR SONNENBERG ?

La prison-palais de justice de Stammheim voit actuellement se dérouler le procès de Gunter Sonnenberg, arrêté les armes à la main après avoir blessé deux policiers. La prison à perpétuité a été requise contre lui.

CYRUS VANCE A MOSCOU

Le secrétaire d'État américain à la défense est actuellement à Moscou. Il doit discuter des négociations SALT, et probablement des armements nucléaires tactiques, à propos desquels un rapport avait été présenté à la réunion de l'OTAN au Danemark.

Poussée soviétique, défensive américaine

L'ENJEU AFRICAIN (3)

● Les moyens américains

Pour tenter de maintenir leur présence sur le continent africain face au développement des luttes des peuples, à la force avec laquelle sont affirmées les exigences d'indépendance, aussi bien que face à la poussée soviétique, les Américains sont contraints de marchander avec la superpuissance soviétique. Mais, ils cherchent en même temps à conforter leurs positions en exigeant d'établir de nouvelles relations avec les pays africains. Pour cela, ils s'appuyent sur certains atouts qui découlent de leur puissance économique et technologique : toutefois, cette tentative se heurte aux limites que leur impose leur propre logique impérialiste.

«L'époque de l'affreux Américain est révolue» s'est exclamé Carter à son retour de Lagos au Nigéria. L'administration américaine cherche à se donner un nouveau visage, en modifiant son attitude apparente à l'égard des pays africains et de leurs revendications.

L'un des premiers actes de l'administration Carter à l'égard de l'Afrique a été de nommer Andrew Young, noir américain, au poste de délégué des USA à l'ONU. Il joue en fait le rôle d'un ministre spécial pour l'Afrique, où il multiplie les voyages. Ce

geste a été accompagné d'une modification des relations entre les USA et un certain nombre de pays africains, avec lesquels les relations étaient très faibles, voire hostiles. Ainsi, par exemple, les relations économiques avec l'Algérie, qui avaient pris leur essor avec l'administration précédente, se sont développées au point que les États-Unis sont devenus le premier partenaire économique de ce pays. Alors que Kissinger n'avait pu se rendre à deux reprises à Lagos où il était jugé indésirable, Carter a pu y effectuer le premier voyage d'un président américain en Afrique noire. Andrew Young, de son côté, se rend fréquemment en Zambie, Tanzanie et Mozambique. Les relations des États-Unis se développent ainsi largement en dehors de leur zone d'influence traditionnelle : Zaïre, Kenya, Afrique de l'Ouest.

DES MOYENS POUR TENTER DE MAINTENIR LA PRÉSENCE AMÉRICAINE SUR LE CONTINENT

L'aide que l'administration US est en train de refondre est un des moyens qu'elle compte utiliser. En annonçant dans son discours de Lagos qu'il entendait aider plus efficacement au développement des pays africains pauvres, Carter s'est cependant

gardé de prendre des engagements au-delà des 125 millions de dollars qu'il a promis de demander au congrès pour le fonds africain de développement. Il semble préférer les aides bilatérales sur lesquelles les États-Unis peuvent exercer un contrôle plus étroit. C'est le cas également pour l'aide militaire que les USA accordent pour essayer de se lier un peu plus à un régime comme c'est le cas actuellement avec le Soudan pour lequel Carter a demandé au congrès d'accepter la vente de 12 F 5.

Mais surtout, Carter encourage le développement des investissements privés en Afrique, dont un peu plus de 20 % sont américains. Profitant de leur avance technologique, les États-Unis se présentent comme les mieux à même de permettre aux pays africains de réaliser leur industrialisation aussi bien que de résoudre les problèmes agricoles par l'US-AID* et les grands trusts agro-alimentaires. C'est la politique qui a été suivie à l'égard de l'Algérie, c'est celle que Carter veut promouvoir au Nigéria et dans la plupart des pays africains.

Mais cette politique se heurte à des limites importantes. Les trusts américains sont réticents à investir dans des pays comme le Nigéria qui exige un droit impor-

tant de contrôle sur les activités, qui veulent entre 40 et 60 % des parts, qui limitent le personnel étranger et les possibilités de rapatrier les profits. Aussi, plus de la moitié des investissements américains en Afrique le sont encore en Afrique du Sud.

L'AFRIQUE DU SUD : UNE PIERRE D'ACHOPPEMENT

Avant de quitter Lagos, Carter a affirmé que les «États-Unis apporteront leur soutien au combat des pays africains pour leur liberté, pour leur développement économique, pour la justice sociale et pour les droits de l'homme». En fait, Carter s'est beaucoup agité contre les régimes racistes au cours de sa visite à Lagos. Il a condamné le prétendu règlement interne mis en place par Smith, il a menacé l'Afrique du Sud à propos de la Namibie. Mais comme l'avait annoncé la presse nigérienne, avant le voyage du président américain, le gouvernement ne s'est pas contenté de ces paroles. Pendant la visite de Carter, le chef de la diplomatie nigérienne a publié un communiqué dans lequel il estime insuffisant l'embargo sur les armes à l'intention de l'Afrique du Sud. «Il faut interdire tout prêt et

bannir tout investissement en Afrique du Sud», affirmait-il, Carter a seulement répondu : «Je crois que le général Obasanjo est plus enclin que moi à prendre une décision d'embargo». Les États-Unis ont opposé leur veto aux sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud, ils se sont abstenus lors du vote condamnant le «règlement interne» de Smith. Cette attitude a été largement à l'origine du scepticisme, comme dit pudiquement la presse américaine, inspiré par le voyage de Carter.

Les manifestations les plus éclatantes en ont été l'insertion dans le communiqué commun américano-nigérien d'une déclaration unilatérale d'Obasanjo exprimant sa «déception» causée par «l'insuffisance des mesures contre l'Afrique du Sud et le manque de volonté politique de la part des pays appelés à les mettre en application». Même le ministre des Affaires étrangères du Libéria a publié à l'occasion du passage de Carter une déclaration condamnant certains aspects de la politique américaine en Afrique, notamment à l'égard des régimes racistes.

(à suivre)

Grégoire CARRAT

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 20 avril

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales 19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Jean-Christophe. N° 8 : Le buisson ardent
21 h 25 - L'événement
22 h 30 - Ciné-première
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Histoire d'Adèle H. Film français de F. Truffaut
22 h 05 - Légendaire
22 h 40 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le pacha. Film français de G. Lautner avec Jean Gabin
21 h 50 - Journal et fin

Vendredi 21 avril

TF 1

18 h 55 - Le village englouti
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Amphitryon 38. Pièce en trois actes
22 h 10 - Questionnaire. A. Braunschweig. La justice mal aimée
23 h 10 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les brigades du tigre. Nouvelle série policière en six épisodes : le village maudit
21 h 35 - Apostrophes. La vie d'artiste
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Télé-club : Salome. Pièce d'O. Wilde.

FR 3

18 h 00 - Emissions en dialecte
18 h 35 - Pour la jeunesse
10 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les dossiers noirs. Le mystère Kennedy. N° 2 : Six secondes pour tuer
21 h 40 - La révolution nucléaire. Série de 4 émissions
22 h 35 - Journal et fin

CINEMA

QUI A TUÉ LE CHAT ?

Un film de Luigi COMENCINI

Une opulente femme qu'on appelle princesse, un journaliste américain, un bandit de la mafia, une secrétaire de luxe, les membres compassés d'un orchestre de luxe, un prêtre mystérieux... assemblage hétéroclite que les derniers locataires d'un vieil immeuble populaire. Chacun a son secret dont joueront leurs propriétaires, deux minables rapaces. Paolo et Ophélie le frère et la sœur n'ont qu'un seul but : vider les lieux pour permettre leur démolition. Cette opération immobilière doit leur rapporter gros... Avec ses 300 millions, lui partira aux Bermudes, avec la même somme, sa «charmante» sœur le suivra, rien que pour l'ennuyer.

Mais tout n'est pas joué. Sur son ardoise, la très acide Ophélie rase les uns après les autres les noms des locataires hors de course, qui ruiné, qui mort, qui en prison. Le chat est peut-être un bon moyen d'accélérer les choses. Très mal élevé, il se balade chez tout le monde, comme son maître d'ailleurs. En passant chez la majestueuse princesse, il ramasse un bar. Quel festin pour... le frère et la sœur qui se précipitent dessus et se l'arrachent. Le chat finira mal comme beaucoup d'autres protagonistes.

Qui a tué le chat ? comédie enlevée, au rythme vif des films italiens est de la même verve que *Pain et chocolat*, *Nous nous sommes tant aimés...* Par petites touches, Comencini égratigne la société italienne qui par les aspects dénoncés ressemble, à s'y méprendre à la notre. Les intrigues se nouent et se dénouent, montrant la collusion entre police et milieux politiques ; mafia et milieu des affaires. Rien ne résiste à l'humour corrosif du cinéaste. Pas même cette très sérieuse salle de tribunal où l'on passe une bande magnétique, importante pièce à conviction. Un passage de musique entraînant finit par faire se trémousser toute l'assistance. Juges, témoins se mettent à dandiner. Que dire ce commissaire de police moyen qui, pour son trop grand zèle est sans arrêt appelé par le ministère ?

Se sortant de toutes les scènes par une pirouette, Comencini mène son film tambour battant. Presque toute l'action se joue sur les balcons de l'immeuble, la nuit, recréant une atmosphère italienne type.

Mais on peut regretter les traits outrés de certains personnages qui font perdre de la force à la critique sociale. La vision de la

société qu'on nous donne est un peu superficielle, mais Ugo Tognazzi est très bon contribuant à faire de

Qui a tué le chat ? un divertissement honnête.

M. G.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours
dans le même kiosque

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

115^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Pour stopper une bande de Polonais, le comité du parti a mobilisé ses militants. La cavalerie rouge a obligé cette bande à repasser la frontière. Kortchaguine est dans un village quand il entend des cris...

Le comité de district du Komsomol, c'était Kortchaguine, Lida Polévykh, une fille aux yeux en amande, originaire de la Volga, responsable de la section féminine, et Jenka Razvalikhine, un grand et beau garçon, étudiant frais émoulu, jeune mais déluré, friand d'aventures et de dangers, grand connaisseur des exploits de Sherlock Holmes et des romans de Louis Boussonard. Il avait travaillé comme secrétaire administratif du comité de district du Parti et était komsomol depuis quatre mois; mais, parmi les jeunes, il jouait les « vieux bolchéviks ». N'ayant personne à envoyer à Bérezdov, le comité régional, après avoir longuement réfléchi, avait désigné Razvalikhine, en tant qu'« instructeur politique ».

Le soleil était au zénith. La chaleur épuisante s'insinuait jusque dans les recoins les plus cachés; tous les êtres vivants s'étaient réfugiés sous un toit, et les chiens eux-mêmes s'étaient glissés sous les hangars et y restaient allongés, amollis, paresseux et somnolents. Le village semblait vidé de tous ses occupants, à l'exception d'un cochon qui

grogna voluptueusement, enfoncé dans la boue d'une mare près du puits.

Kortchaguine détacha son cheval et, se mordant les lèvres tant sa douleur au genou était intense, monta en selle. Sur le perron de l'école, l'institutrice se faisait une visière de sa main contre le soleil. Elle sourit :

— A la prochaine fois, camarade commissaire. L'étalon piaffa et, camburant le cou, tira sur les rênes.

— Au revoir, camarade Rakitina. C'est donc bien entendu : votre première leçon est pour demain.

Obéissant aux rênes, le cheval partit tout de suite au trot. A ce moment, des cris sauvages parvinrent à l'oreille de Kortchaguine. Ainsi hurlent les femmes quand l'incendie dévore le village. Le mors s'enfonça durement dans la bouche de l'étalon et lui fit faire demi-tour sur place. Pavel vit une jeune paysanne accourir essoufflée de la lisière du village. Rakitina s'avança au milieu de la rue et l'arrêta. Des gens apparurent sur le seuil des maisons, pour la plupart des vieux et des vieilles. Tous les adultes étaient aux champs.

— Oh, bonnes gens, c'est affreux ce qui se passe là-bas ! Je n'en peux plus, je n'en peux plus !

Lorsque Kortchaguine arriva jusqu'à eux, on accourait déjà de partout. On assiégeait la femme,

on la tirait par les manches de son corsage blanc, on la submergeait de questions effrayées, mais rien de clair ne sortait de ses paroles entrecoupées. « Ils l'ont tué ! Ils s'égorgent ! » s'exclamait-elle. Un grand-père à la barbe broussailleuse sautillait bizarrement, soutenant d'une main son pantalon de toile et insistait :

— Ne crie pas comme une folle ! Où on se bat ? Pourquoi ? Mais arrête donc de gueuler, sacré bon sang !

— Notre village se bat contre ceux de Poddoubtsy... à cause des limites des champs ! Ceux de Poddoubtsy massacrent les nôtres !

Tous comprirent que la situation était grave.

Aux vociférations des femmes se mêlèrent les cris furieux des vieux. Et, de ferme en ferme, dans tout le village, courut comme un tocsin le cri : « Ceux de Poddoubtsy nous attaquent à coups de faux à la lisière des champs ! » Quiconque était en état de marcher jaillit de sa ferme, s'arma d'une fourche, d'une hache ou simplement d'un pieu attaché à une halle et se précipita vers la sortie du village, en direction des champs où deux villages tranchaient dans une échauffourée sanglante leur conflit annuel au sujet du bornage des champs.

Kortchaguine cravacha son étalon morose, si brutalement qu'il partit au galop. Excité par le cri de son cavalier, l'animal dépassa les villageois et s'élança en bondissant. Les oreilles rabattues, lançant haut les jambes, il accélérât constamment son allure. Sur la colline, un moulin à vent écartait ses ailes comme des bras, semblant barrer la route.

(à suivre)

● «Les tanks israéliens ont écrasé l'initiative de Sadate»
● «Israël ne va pas se retirer du Sud-Liban». ● «Notre riposte à l'invasion a eu une grande portée politique pour l'ensemble de la région» ● «Sur le rôle des casques bleus, notre position est claire et nette».

INTERVIEW DE ICHAM MUSTAPHA, du bureau de l'OLP à Paris

Propos recueillis par Yomna El Khalil

● Dans l'interview qu'il nous a accordée, au nom du bureau de l'OLP à Paris, Icham Mustapha indique dans quelle logique s'insère l'invasion du Sud-Liban par Israël, jouant le rôle de base avancée de l'impérialisme au sein du monde arabe. Il insiste sur ce qui a changé avec l'invasion du territoire libanais : comment l'agression a anéanti l'initiative de Sadate, et surtout, comment la résistance opposée par les Palestiniens et le mouvement national libanais change un certain nombre de données fondamentales dans les pays arabes. Ceci d'une façon qui peut être comparée au rôle que jouaient les opérations lancées par la Résistance Palestinienne en 68, au lendemain de l'échec arabe de la guerre des six jours de juin 67, alors qu'elle se retrouvait seule à défendre le principe de la lutte armée populaire. Icham Mustapha a tenu aussi à nous indiquer très clairement le point de vue de l'OLP sur la présence des casques bleus au Sud-Liban.

— Pourquoi les sionistes ont-ils attaqué le Sud-Liban ?

L'invasion sioniste du Sud-Liban, qui dure maintenant depuis un mois, a eu pour but, d'ailleurs avoué clairement par Israël : le «nettoyage» démographique et même géographique de la région, en changeant la nature des lieux, en détruisant par les bombardements et en rasant avec les bulldozers, comme les Américains, hier en Indochine, des maisons, des villages entiers, des arbres, des plantations. Ils ont attaqué tout ce qui existe dans le Sud du Liban. Et ensuite, ils ont parlé d'une «rectification des frontières». Tout cela, avec le but qu'ils se sont fixés d'en finir avec les Palestiniens.

AU NOM DE LA «SÉCURITÉ»

De tout cela, on peut conclure qu'Israël n'a pas changé. L'invasion du Sud du Liban découle de la nature même de cet État depuis sa création, depuis l'installation de la première colonie en Palestine. Toutes les attaques qui ont eu lieu dans le passé, contre le peuple palestinien et contre les peuples arabes l'ont été de la même façon qu'aujourd'hui, au nom de la «sécurité» d'Israël. Prétexte invoqué pour cacher aux yeux de l'opinion internationale la sécurité et l'existence même des peuples arabes, et en particulier du peuple palestinien qui sont menacées par ce bastion avancé de l'impérialisme dans le monde arabe. Des dizaines de milliers de personnes ont été massacrées, d'innombrables villages et autres localités ont été rasés, depuis 1948, chaque fois au nom de la «sécurité d'Israël».

Les États-Unis, protecteurs d'Israël, lui donnent tout ce dont celui-ci a besoin, pour sa «sécurité», c'est-à-dire pour mener à bien l'agression contre la région arabe. Les flots de capitaux, l'aide militaire sont le chapitre premier des relations privilégiées entre les États-Unis et Israël. L'avion F 15 qui n'est à la disposition de personne d'autre dans la région, et même pas dans les pays européens, a été mis, depuis un certain temps, à la disposition d'Israël. Cet avion hautement sophistiqué a été utilisé dans la dernière attaque

contre le Sud-Liban. Il en est de même de l'arme atomique.

La «sécurité» d'Israël, c'est chasser des populations de leurs terres, c'est massacrer, piller, occuper des territoires arabes, tout en affirmant : «on discutera après». Le procédé israélien est toujours le même : prendre des territoires et après dire : «nous voulons la paix», puis prendre de nouveaux territoires. Quand on voit ce qu'est devenue la carte d'Israël, depuis le début de l'occupation de la Palestine, on est stupéfait devant cet élargissement des frontières. Cela constitue un danger, pas seulement pour nous, mais pour la sécurité et la paix de l'humanité toute entière.

Le peuple palestinien, est arrivé, par sa lutte, et v. la justesse de ses revendications à faire reconnaître sur les plans arabe et international, ses droits nationaux sur sa terre. Alors, le mouvement sioniste et l'État d'Israël veulent en finir avec les témoins de leurs crimes constitués par l'usurpation de la Palestine, le massacre de milliers de Palestiniens. Ils veulent continuer jusqu'à l'extermination complète des gens qui revendiquent leurs droits sur la Palestine. Pour cela, Israël a voulu frapper ce corps politique, qui représente la lutte, frapper la Résistance Palestinienne et son expression politique : l'OLP.

«LES CHENILLES DES TANKS ISRAËLIENS ONT ÉCRASÉ L'INITIATIVE DE SADATE»

Mais, il faut noter un point important. A l'occasion de la dernière agression en date contre le Sud-Liban, le vrai visage d'Israël s'est démasqué nettement sur le plan international. Après l'initiative de Sadate, sa visite à Jérusalem occupée, les Israéliens se sont lancés en effet dans une sorte de fuite en avant, opposant une fin de non-recevoir aux propositions de Sadate. Malgré toutes les concessions faites par celui-ci sur des questions de principe, la nature de l'État d'Israël est apparue plus claire que jamais : Israël et la paix ne peuvent jamais coexister.

Comme l'a dit notre président, Yasser Arafat, parlant de l'in-

vasion du Sud-Liban : «les chenilles des tanks israéliens ont écrasé l'initiative de Sadate». La paix ne peut donc être établie dans la région que quand le peuple palestinien récupérera ses droits nationaux sur l'ensemble de sa terre occupée, quand nous exercerons notre auto-détermination sur notre terre, et que le sionisme se sera effondré. Sans ça Israël, de par la nature, va toujours agir contre la paix dans la région. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager l'attaque et l'invasion sionistes au Sud du Liban.

«ISRAËL NE VA PAS SE RETIRER»

Israël ne va pas se retirer du sud du Liban. Jusqu'à maintenant, ce qu'il a fait, c'est se retirer de quelques petits villages, mais il est resté sur les collines, les dominant. Dans six mois, une deuxième réunion du Conseil de Sécurité discutera encore de comment prolonger les mandats des Casques Bleus, sans que les Israéliens se soient retirés. Ceux-ci ne se sont pas retirés du Sinaï, ni du Golan, et maintenant, après avoir étendu leurs tentacules sur le Sud-Liban, ils ne vont pas se retirer non plus. C'est dans la logique de leur «sécurité» : ils prennent des territoires, et ils expulsent des gens. Il suffit de voir la carte d'Israël accrochée au mur dans le bureau de Bégin : elle comprend la Transjordanie (la Jordanie) et le Sud du Liban jusqu'au fleuve Litani. Les Israéliens ne cachent pas leurs visées là-dessus, bien que celles-ci soient tuées par les moyens d'information, ici, en Europe.

Mais il y a des obstacles à cette politique, en Israël, même au sein de la population juive, et les manifestations qui viennent d'avoir lieu en Israël, en sont un signe manifeste, alors qu'il n'y a pas eu de manifestations contre la visite de Sadate. La manifestation «pour la paix» a été appelée essentiellement par des réservistes, des officiers. Autrement dit, l'élite combattante d'Israël commence elle-même à remettre en question la politique suivie par le gouvernement Bégin.

«LE RETENTISSEMENT POLITIQUE DE NOTRE RIPOSTE, POUR TOUTE LA RÉGION»

Comment s'est déroulée la résistance à l'invasion ?

Le peuple palestinien, à travers sa résistance armée, ainsi que nos frères de combat, le mouvement national libanais, qui était à nos côtés, ont riposté énergiquement à l'invasion et au génocide. Cette riposte n'avait pas seulement pour objectif de défendre le Sud-Liban, elle a eu

aussi une grande portée politique en servant d'exemple pour montrer qu'il faut s'opposer par les armes, aux forces sionistes, qu'il faut cesser les querelles inter-arabes, afin de diriger tous les fusils contre Israël et non seulement faire des communiqués politiques sur «le droit des peuples arabes ou du peuple palestinien». L'envergure de l'attaque israélienne était très importante puisqu'il y avait au minimum 30 000 soldats israéliens, appuyés notamment par des chars, des avions supersoniques. Leurs attaques sur cinq axes visaient à encercler les forces de la Résistance Palestinienne et du mouvement national libanais. Ils croyaient ainsi pouvoir arriver à leur fin en quelques heures et dès le lendemain, ils ont essayé de colporter partout la «nouvelle» selon laquelle les combats avaient cessé, mais en réalité, ce qui est apparu, et à leur grand étonnement, à eux et à ceux qui les soutiennent, c'est que nos combattants, profondément motivés par la justesse de leur cause, ont su résister héroïquement, en infligeant à l'ennemi de lourdes pertes. Pour chaque maison, chaque pouce de terre, les Israéliens ont payé cher.

LES BOMBARDEMENTS AVEUGLES : L'AVEU D'UNE FAIBLESSE

Aussi, en raison de leur peur d'affronter directement nos forces, ils ont procédé par des bombardements aveugles, massifs avec l'artillerie, et l'aviation, et voulu semer la terreur en utilisant les bombes à fragmentation. Ici, en Europe, on a essayé de cacher l'utilisation de telles bombes par Israël. Il a fallu qu'un sénateur aux États-Unis dévoile cela pour qu'on commence à en parler. Ces bombes, vous le savez, n'ont qu'un seul but : anéantir la population civile. Comme cela a déjà été établi par une commission d'enquête composée de juristes, de médecins, au Vietnam. Ces bombes ne provoquent que des pertes minimes chez les forces combattantes, elles visent essentiellement les civils.

Notre résistance, donc, outre le fait qu'elle a freiné l'avance des Israéliens, a été un grand encouragement pour l'ensemble des masses arabes, en montrant qu'on peut résister aux forces israéliennes, elle a été un facteur de clarification, en mettant en évidence le fait qu'Israël malgré les tentatives de Sadate n'a pas changé de nature, et qu'il faut organiser la résistance et la lutte contre cet État. Nous croyons que la lutte que nous avons menée au Sud-Liban, des les premières heures de l'invasion, aura beaucoup d'implications sur l'ensemble du monde arabe, qui était déchiré à cause des initiatives américaines et de l'attitude des régimes du Proche-Orient qui en ont été

prisonniers. Il est certain qu'après cette bataille, beaucoup de politiques vont être révisées, et que les masses arabes se chargeront d'agir pour les changer.

«SUR LE RÔLE DES CASQUES BLEUS, NOTRE POSITION EST CLAIR ET NETTE»

Quelle est la position de l'OLP sur l'envoi de Casques bleus au Liban ?

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté les résolutions 425 et 426 décidant le retrait immédiat des troupes israéliennes du Sud-Liban, et l'envoi de forces de l'ONU pour qu'elles veillent à ce retrait, ceci afin que le Liban retrouve sa souveraineté et son intégrité territoriale. La position de la Révolution Palestinienne et du Mouvement National Libanais est d'aider les soldats des forces de l'ONU à accomplir leur mission, à savoir : veiller au retrait des forces israéliennes. Des voix se sont élevées, en Europe, et aussi au Liban, pour parler d'un autre rôle et d'une autre «mission» des Casques bleus. Nous rappelons que les Casques bleus doivent appliquer la décision du Conseil de Sécurité, nous n'acceptons et n'accepterons aucune déviation par rapport à ce rôle. Ceci est très clair et très net. Tout rêve d'utilisation des forces des pays qui participent aux forces des Casques Bleus pour un autre but, est voué à l'échec. L'exemple de la résistance que nous avons été capables d'opposer au Sud-Liban à l'appareil militaire américain, utilisé par les Israéliens, est un avertissement pour tous ceux qui font ce rêve, il montre que les masses palestiniennes et les masses arabes ne sont pas prêtes à accepter une ingérence étrangère quelle qu'elle soit. Le retour à une tutelle étrangère sur le monde arabe est voué à l'échec.

Les forces isolationnistes ont essayé d'internationaliser la question du Liban. Chamoun, un de leurs dirigeants, a déclaré qu'il souhaitait voir les forces de l'ONU s'installer dans le reste du Liban. Il a aussi déclaré que les forces de l'ONU au Sud du Liban doivent «nettoyer» la région de la présence palestinienne. Nous sommes présents au Sud du Liban en vertu d'accord avec les autorités libanaises. Cet accord n'a pas été remis en cause par le gouvernement libanais. C'est une question à régler entre nous : Les deux côtés aptes à traiter de cette question sont le côté officiel palestinien, c'est-à-dire l'OLP et le gouvernement libanais. Ce n'est le rôle ni des forces des Casques bleus, ni d'autres forces de régler cette question intérieure libanaise.